

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142, Rue Montmartre, Paris

HEBDOMADAIRE

Le Numéro : 50 centimes

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

SOMMAIRE

Contre toute thèse revisionniste (*Albert Treint*). — Résolution sur la situation générale et l'Internationale communiste (*Boris Souvarine*). — La politique extérieure du Bloc des Gauches (*Jacques Sadoul*). — Le caractère de la dictature militaire en Espagne (*Jar*). — Lénine et la guerre impérialiste (*Paul Marion*). — La question de l'Éducation (*Marcel Ollivier*). — Avant le Congrès du Parti communiste allemand (*Pierre*

Franklin). — Le Congrès de la Fédération Berlin-Brandebourg (*Marcel Rivière*). — La situation dans le Parti allemand (*Walter Stæcker*). — Le gouvernement républicain turc complice du tsar de Bulgarie. — En Russie Soviétique : Les Pourris (*Victor Serge*) ; Le problème des ciseaux en Russie ; Une visite dans la fabrique de locomotives de Kolomna (*Paul Schlecht*).

Contre toute Thèse revisionniste

Le Bulletin publie la résolution que Souvarine a opposée aux thèses du Comité Directeur votées à la presque unanimité.

Cela est d'autant plus regrettable que les divergences principales qui portaient sur la question russe semblent maintenant définitivement résolues dans notre Parti frère de là-bas.

La Conférence des secrétaires fédéraux, véritable Comité Directeur, élargi par la participation de toutes les Fédérations, a approuvé à une écrasante majorité l'effort fait par la direction du Parti dans le but de rallier autour du Comité Central russe et de l'Exécutif de l'Internationale toute la section française.

La résolution Souvarine est dans son ensemble une répétition résumée des opinions qui ont prévalu au 3^e Congrès mondial.

Elle analyse en outre la situation dans diverses sections de l'Internationale. Nous ne nous attarderons pas à discuter ligne par ligne ou mot par mot.

Nous voyons très clairement que toute cette thèse sert à vêtir d'une phraséologie révolutionnaire et communiste l'amorce d'une tentative de revision du bolchevisme.

La résolution de Souvarine dit :

« ...le rôle éventuel de l'Internationale étant de rechercher la base sur laquelle le Parti (russe) dans son ensemble, rejetant à l'arrière-plan toutes les divergences secondaires, est résolu à poursuivre son œuvre fondamentale. »

Voilà un membre de phrase qui n'a l'air de rien et qui cependant en dit long.

Ainsi, nous rejetons à l'arrière-plan toutes les divergences secondaires. Cela signifie, évidemment, que nous soumettons à l'examen de l'Internationale les questions essentielles.

Eh bien, c'est pour résoudre ces questions essentielles que Souvarine demande à l'Internationale de rechercher une base.

Nous pensions nous que cette base existait et que c'était le bolchevisme.

Rechercher une base, c'est remettre en question la doctrine, la politique, la méthode et la tactique bolcheviques qui ont triomphé à la 13^e Conférence du Parti russe à l'unanimité moins trois voix.

Demander à l'Internationale de rechercher une nouvelle base, qui ne pourrait être que différente du bolchevisme, c'est tenter de dresser l'Internationale contre le Parti bolchevique.

Si une telle tentative réussissait, si le 5^e Con-

grès mondial donnait une majorité favorable au Bloc oppositionnel russe, ce serait un grave danger.

L'opposition entre le Parti russe et l'Internationale ne pourrait que favoriser le fractionnement de tous les Partis communistes.

Cela, joint au divorce entre l'Internationale et la Révolution russe qui en résulterait, affaiblirait le mouvement communiste mondial et en compromettrait le développement.

Le jour où dans le Parti russe, chaque cellule de l'armée rouge, chaque cellule d'usine, chaque noyau communiste des institutions soviétiques, politiques et économiques deviendrait le théâtre d'une lutte de fractions dans laquelle l'une pourrait dire : Je suis avec le Parti bolchevique et dans laquelle l'autre pourrait répondre : Je suis avec l'Internationale : ce jour-là il y aurait danger de décomposition de tous les organes du Parti bolchevique.

Le trouble s'emparerait des ouvriers sans parti, qui n'ont jamais eu jusqu'ici à distinguer entre le Parti et l'Internationale. La petite-bourgeoisie de la *Nep* relèverait la tête.

Et la Révolution russe serait gravement menacée.

Il est évident, dès maintenant, que ce péril est écarté et que la majorité de l'Internationale se rangera aux côtés du Comité Central russe.

Mais il est non moins évident que si une importante minorité s'opposait dans l'Internationale au Parti bolchevique, il y aurait affaiblissement de l'autorité du Comité Central russe et de l'Exécutif de l'Internationale.

Et il en résulterait inévitablement un affaiblissement correspondant de la Révolution russe et du mouvement communiste mondial.

Le devoir des communistes est donc de lutter avec la plus grande énergie dans toutes les sections de l'Internationale contre toute tentative révisionniste afin de rassembler autour du Comité Central russe la presque unanimité de l'Internationale.

La tentative révisionniste amorcée par Souvarine s'accompagne de phénomènes bien inquiétants.

Notre opposition française cherche à affoler l'opinion du Parti en criant bien fort : On cache quelque chose aux Partis communistes !

Que cache-t-on ?

Sont-ce les thèses de Radek et de Trotsky sur la situation allemande ? Elles ont été envoyées au Parti allemand par-dessus la tête du Comité Central russe et sans avoir été communiquées à celui-ci.

Est-ce la brochure *Le Cours Nouveau*, de Trotsky ? Si Souvarine a eu la bonne fortune de la recevoir avant les organismes réguliers

du Parti, n'eût-il pas mieux fait, au lieu de la brandir devant l'Assemblée fédérale de la Seine, de la confier pour traduction et utilisation documentaire à la direction du Parti ?

La discussion russe n'a-t-elle pas été libre, trop libre même, dans la *Pravda* ?

L'Internationale n'a-t-elle pas publié dans la *Correspondance internationale* les principaux documents de l'opposition et de la majorité ? Sur la demande de l'Internationale, le Bureau politique de notre Parti n'a-t-il pas demandé à Souvarine de faire publier en brochure ces documents ?

Quand Souvarine favorisait l'opposition russe dans le *Bulletin*, ne publiait-il pas les documents importants de la majorité avec un tel retard que la *Vie Ouvrière* a publié un rapport de Zinoviev avant le *Bulletin Communiste* ?

Que signifient ces paroles de Souvarine à l'Assemblée fédérale de la Seine : « Il y a quelque chose de pourri dans le Parti et dans l'Internationale. Il faudra y porter le fer rouge ! »

Et cela parce que Souvarine prend toute discussion des opinions politiques de Trotsky pour une calomnie à l'adresse de ce dernier.

Nous aimons beaucoup Trotsky, nous l'admirons encore plus. Mais quand nous estimons qu'il se trompe, nous ne le suivrons pas !

Que signifie toute cette campagne pour la démocratie entreprise d'un bout à l'autre de l'Internationale, si nos camarades de l'opposition qui en ont été ici les promoteurs, prétendent placer Trotsky au-dessus de toute discussion démocratique à l'intérieur des Partis et de l'Internationale ?

Rien n'est plus dangereux pour un mouvement révolutionnaire que de placer un homme, si grand soit-il, au-dessus de toute critique politique.

Que signifie cette pénible apologie sentimentale de Trotsky que notre opposition a tenté, à la Conférence des secrétaires fédéraux, de substituer à la discussion des grands problèmes de la Révolution russe ?

N'est-ce pas une calomnie et la pire lorsque l'opposition française crie : « On veut exclure Trotsky », alors que le Parti russe a adopté une résolution disant : « Nous ne concevons pas le Bureau politique sans la participation de Trotsky » ?

Jamais rien de semblable n'avait été fait jusqu'alors dans le Parti bolchevik !

Mais, évidemment, cela ne signifie pas que le Parti russe devra appliquer les résolutions proposées par Trotsky quand elles seront mises en minorité.

Et puis, nous avons entendu à l'Assemblée fédérale de la Seine une affirmation bien

étrange de la part de Souvarine. Il a présenté Trotsky comme ayant été un an avant Lénine l'initiateur de la *Nep*.

C'est vrai que Trotsky, un an avant l'adoption de la *Nep*, avait préconisé la suppression des réquisitions paysannes, le prélèvement d'un impôt en nature et l'organisation d'échanges corrélatifs entre l'industrie soviétique et les paysans.

Mais ce n'est pas cela, la *Nep* !

Trotsky l'a bien montré lors de la discussion sur les syndicats. Poursuivant la réalisation rigide d'un vaste plan de construction économique, il voulait faire des syndicats des organes de l'Etat prolétarien.

C'est alors que Lénine combattit vigoureusement Trotsky. Lénine montra que Trotsky se trompait de période ; que nous n'en étions pas à une phase si avancée de la construction communiste.

Lénine montra que le problème qui se posait était celui du rapport des forces entre les paysans et le prolétariat.

Et les événements de Cronstad amenèrent Lénine à tirer toutes les conséquences de cette conception réaliste que nous étions, à ce moment-là, dans une phase transitoire où il n'est possible que de préparer les premières bases sur lesquelles pourra s'édifier plus tard une économie socialiste.

La *Nep*, ce n'est pas une corrélation étroite des échanges entre l'industrie soviétique et l'agriculture. C'est avant tout la restauration du marché libre où les paysans peuvent vendre et acheter, et où les intermédiaires petit-bourgeois peuvent commercer avec les paysans.

Et cela comporte une certaine restauration du capitalisme privé qui tend à se développer, à se concentrer, à évoluer vers le grand capitalisme monopolisateur.

La *Nep*, c'est la concurrence entre l'industrie soviétique nationalisée et la petite production capitaliste restaurée. Selon que cette concurrence est ou non victorieuse pour l'industrie soviétique, la Révolution est gagnée ou perdue.

C'est cette restauration limitée du capitalisme privé qui oblige à laisser plus de libre jeu aux syndicats, pour que ceux-ci, soutenus par l'Etat prolétarien, puissent s'opposer à la nouvelle bourgeoisie qu'il faut provisoirement tolérer.

Trotsky avait bien vu le mal, mais il s'était trompé sur le remède et Lénine a vu juste en préconisant la *Nep*.

Trotsky sera certainement très étonné d'apprendre que, d'après Souvarine, il est l'inventeur de la *Nep* et non Lénine.

Et puis, au cours de nos discussions dans le Comité Directeur, nous avons entendu d'étranges arguments. Notre opposition a parlé de courtisans de l'Internationale, de thèses importées, d'émissaires du Parti allemand, du mandat mystérieux du délégué de l'Exécutif, de crise artificiellement fabriquée en France par les Russes, d'ingérence minimum dans les affaires des Partis frères.

C'est un langage que nous étions déshabitués d'entendre depuis le 4^e Congrès mondial et nous ne nous attendions, certes, pas à le retrouver dans la bouche de camarades comme Rosmer et Souvarine.

Et puis, nous avons vu Souvarine comprendre d'étrange façon la démocratie dans le Parti.

Quand la gauche fut minorité dans le Comité Directeur, elle ne put s'exprimer ni dans l'*Humanité*, ni dans le *Bulletin*, ni dans les secteurs parisiens. Et cependant elle était pleinement d'accord avec l'Internationale comme l'a affirmé depuis devant le Comité Directeur, le délégué de l'Internationale. Quand Souvarine mis en minorité sur d'importantes questions politiques dut abandonner la direction du *Bulletin*, il donna l'ordre de détruire les articles déjà composés.

Cette démocratie-là, personne n'en voudra dans le Parti.

Mettre au-dessus de tout, non seulement le droit formel, mais l'arbitraire de quelques-uns ; ne pas subordonner la démocratie à l'intérêt du Parti et de la révolution, signifierait, en effet, le plus grave danger de décomposition du Parti.

Souvarine tente dans sa résolution d'amorcer une tentative révisionniste. Il parle bien de rechercher une base. Il ne dit pas laquelle. Mais tous les arguments développés par l'opposition française ne laissent pas de nous inquiéter fortement.

Nos camarades de l'opposition russe sont bien mal défendus en France. Il serait nécessaire que les plus éminents d'entre eux nous donnent publiquement leur opinion là-dessus.

Quant à nous, nous restons fermement attachés à la vieille garde du Parti bolchevik.

Il n'y a pas en France de vieille garde. Une vieille garde se forme à travers des luttes bien autrement sévères que celles que nous avons vécues. Mais la vieille garde en France ne saurait se former dans la lutte contre la vieille garde du Parti russe.

Nous sommes résolument contre toute révision du bolchevisme.

Plus que jamais nous disons :

Pas de rébolchevisation du Parti russe, mais au contraire, bolchevisation de tous les Partis communistes.

Albert TREINT.

Résolution sur la Situation Générale et l'Internationale Communiste

(Cette thèse a été opposée par le camarade Souvarine à celle votée par la presque unanimité du C. D.)

Perspectives révolutionnaires

Depuis la guerre impérialiste, l'Europe est entrée dans une période révolutionnaire, c'est-à-dire dans laquelle les bases mêmes du capitalisme sont ébranlées et tombent peu à peu en ruines.

L'équilibre capitaliste repose sur une division internationale du travail et sur l'échange international des produits, rapports de production et de circulation profondément troublés, souvent même détruits, par la guerre. L'équilibre relatif des classes, maintenu pendant la guerre par la bourgeoisie avec l'aide des social-démocrates, a été rompu en 1917-20 et n'existe maintenant qu'à l'état précaire. L'équilibre des nations n'a pas été rétabli par les traités de 1919.

Le centre de gravité de l'économie mondiale est passé d'Europe en Amérique. Les Etats européens belligérants se sont fortement appauvris. Les contradictions internes du capitalisme, accusées à l'extrême, provoquent l'accaparement des valeurs réelles par le capital financier et industriel et la détention de valeurs fictives par les Etats et les classes exploitées. La production a sensiblement diminué. Les forces productives sont de plus paralysées par la multiplication des frontières et des cordons douaniers. Le niveau de vie des masses a considérablement baissé dans la plus grande partie de l'Europe. Une grande réduction de la capacité d'achat des classes inférieures et moyennes a suivi la destruction d'immenses richesses.

A la période ascendante du capitalisme, coupée de crises secondaires, a succédé la phase déclinante marquée de chutes graves et de relèvements passagers qui ne peuvent conjurer la décadence irrésistible du régime. Seule, une inertie très prolongée du prolétariat pourrait donner au capitalisme la possibilité de rétablir son équilibre rompu. Mais l'accentuation extrême des contradictions sociales et la croissance des forces communistes (1) ouvrent des perspectives révolutionnaires.

La situation présente

La guerre a posé une question essentielle, insoluble en régime capitaliste : Qui paiera les frais ? Le traité impérialiste de Versailles en imposait la charge à l'Allemagne, c'est-à-dire aux travailleurs exploités : l'occupation de la Ruhr a démontré sa caducité. Le capitalisme entend faire retomber les frais de la guerre sur la classe ouvrière ; celle-ci n'a d'autre alternative que les payer en subissant un surcroît d'exploitation, ou les faire payer à la bourgeoisie.

L'occupation de la Ruhr a, en Allemagne, paralysé la production, ruiné l'Etat, affamé les masses, rendu critique l'antagonisme des classes, frayant la voie à la Révolution. En France, la grande industrie seule a profité de l'opération, qui accroît les difficultés financières de l'Etat et abaisse le niveau de vie des travailleurs. Le bloc des alliés s'en trouve définitivement scindé.

Ainsi, prolongeant la guerre sous une forme nouvelle, l'invasion de la Ruhr a encore accentué tous les traits révolutionnaires de la situation générale.

La crise qui en fut la conséquence directe en Allemagne a montré que la question du pouvoir est posée pour le prolétariat d'un des principaux pays industriels. Bien que l'attente d'une révolution ait été encore une fois déçue, la certitude révolutionnaire est confirmée par l'accroissement considérable des forces communistes allemandes. L'insurrection bulgare et les grèves révolutionnaires polonaises prouvent que les gouvernements dictatoriaux n'ont pu briser le mouvement ouvrier.

Tandis que les Etats capitalistes sont impuissants à rétablir un équilibre stable perdu, l'Union des Républiques Soviétiques invaincue, reconnue par la plupart des puissances capitalistes, se fortifie sur un sixième du globe.

La tactique de l'internationale

Dans ces conditions, l'indication fondamentale du III^e Congrès de l'Internationale : « Conquérir à l'influence communiste la majorité de la classe ouvrière et mener au combat la partie décisive de cette classe », subsiste dans toute sa force.

La tâche des partis communistes est de participer activement à la lutte de la classe ouvrière, afin de conquérir, pendant cette lutte, la majorité de cette classe. Si la situation, dans n'importe quel pays, devient critique, les communistes doivent poser les questions fondamentales de la manière la plus intransigeante et combattre pour le pouvoir dans l'état où les événements les trouvent. Par contre, si la situation se développe plus lentement, ils doivent profiter de toutes les possibilités pour gagner la majorité ouvrière avant les événements décisifs.

La tactique du front unique, bien déterminée par l'Internationale, doit être celle de tous nos partis dans cet effort pour conquérir les masses. Elle est l'influence de l'avant-garde communiste dans les luttes quotidiennes de la classe ouvrière pour ses intérêts essentiels. Les communistes sont prêts à négocier, dans ces luttes, même avec les dirigeants de la social-démocratie et des syndicats réformistes.

L'existence de partis communistes indépendants et leur complète liberté d'agitation contre la bourgeoisie et la social-démocratie contre-révolutionnaires sont la conquête historique la plus importante du prolétariat et les communistes ne sauraient en aucun cas y renoncer.

En élaborant la tactique du front unique, l'Internationale en a prévu tous les dangers et a mis en garde ses sections. L'expérience acquise en divers pays a vérifié la justesse de ses vues et les fautes commises ne mettent en cause que l'application erronée, non la tactique elle-même.

Dans les pays où la situation de la société bourgeoise est peu sûre, où le rapport des forces entre les partis ouvriers et la bourgeoisie met la question du pouvoir à l'ordre du jour, le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan est inséparable de la tactique du front unique.

Le programme d'un mouvement ouvrier doit comprendre l'armement du prolétariat, le désarmement de la bourgeoisie, le contrôle de la production, l'imposition maximum de la richesse. Un

tel gouvernement n'est possible que dans la lutte révolutionnaire et avec l'appui des organisations de masses. Il n'est qu'une étape vers la dictature du prolétariat.

Les résolutions de l'Internationale sur la tactique, mises à l'épreuve des événements, se sont trouvées justifiées : nos partis doivent apprendre dans la pratique à les appliquer avec succès, et s'en assimiler l'esprit avant les formules. Le III^e Congrès mondial a dit aux communistes : la marche de la révolution russe est un *exemple* historique très important, mais nullement une *règle* politique. Ainsi, dans chaque pays, le parti créera ses formes originales d'application du front unique. Le communisme n'est pas un programme dogmatique de révolution établi suivant les dates du calendrier. Il constitue une armée prolétarienne vivante, active, grandissante, manœuvrière qui, au cours de son travail, se rend compte des conditions changeantes de la lutte, vérifie ses armes et soumet toute son action à la nécessité de préparer la révolution.

Gagner la majorité ouvrière pour conquérir le pouvoir, préparer la révolution pour savoir l'accomplir, tels sont les principaux devoirs des partis communistes. Nous précipitons la révolution et surtout nous assurons sa victoire par une préparation soignée, profonde et complète.

Notre Parti en Allemagne

L'avant-garde ouvrière allemande, battue en 1919 et en 1921, a subi une nouvelle retraite en 1923. Au jour de la lutte décisive attendue, le parti a reculé sans combattre, décevant ainsi dans une certaine mesure la confiance mise en lui par une fraction grandissante des classes exploitées. Néanmoins, le Parti, momentanément désorienté, s'est ressaisi, a profité de l'expérience, repris le combat et gagné l'adhésion de grandes masses ouvrières.

Le Parti avait mal apprécié les rapports de forces dans la guerre civile allemande, oubliant que la social-démocratie se faisait toujours la protectrice du capital aux heures décisives et sous-estimant la solidarité de l'armature d'Etat. Mais sa faute principale fut de n'avoir pas su changer à temps de tactique, alors que la situation était devenue brusquement critique, de n'avoir pas su rompre au moment opportun avec les social-démocrates de gauche et passer à la lutte ouverte pour le pouvoir. Méconnaissant l'esprit révolutionnaire de la tactique du front unique, oubliant les avertissements et les conseils de l'Internationale, la Centrale s'est engagée dans une procédure parlementaire qui a freiné le mouvement révolutionnaire. Enfin, la préparation de la révolution fut tardive et insuffisante.

L'Exécutif a déclaré avoir partagé certaines erreurs de la direction du Parti allemand. Il n'en reste pas moins que celle-ci a commis des fautes telles que son crédit dans la classe ouvrière en était fortement atteint et que la nécessité de la remplacer s'imposait. Mais la tactique de l'Internationale n'a nullement été discréditée par les fautes de la Centrale : elle doit plus que jamais être mise en vigueur pour la conquête de la majorité ouvrière. La dénonciation des mots d'ordre du front unique et du gouvernement ouvrier serait injustifiée. Le danger d'une soi-disant « tactique offensive » qui détacherait l'avant-garde ouvrière de la masse et la jetterait dans une sanglante aventure, danger dénoncé par le 3^e Congrès mondial, ne doit être perdu de vue.

La lutte contre la social-démocratie et la bureaucratie syndicale, soutiens de la bourgeoisie, doit être menée avec plus d'ardeur que jamais. Non seulement elle ne contredit pas la tactique du front unique : elle en est la condition indispensable.

Notre Parti en Russie

La crise passagère du Parti russe est due à deux causes principales : les difficultés économiques, provoquant dans certains milieux un mécontentement qui s'est reflété dans le Parti, et la prolongation du régime intérieur de « communisme de guerre » dans le Parti, alors que le communisme de guerre avait disparu du pays.

Ce mécontentement s'est traduit par une série de critiques et de réclamations dont l'ensemble a été qualifié « d'opposition » — d'ailleurs non organique, mais idéologique et profondément diverse — au Comité central. Celui-ci a reconnu le bien-fondé de l'essentiel des revendications élevées vers lui : dans ses résolutions définissant les conditions de la « démocratie ouvrière » dans le Parti et prescrivant certaines mesures propres à améliorer la situation économique, il a satisfait à la partie la plus saine et la plus pressante des critiques et propositions faites. Il a justement écarté tout ce qui tendait à contrecarrer la « nouvelle politique économique », soit dans un sens, soit dans un autre, et qui n'exprimait d'ailleurs que les vues de certaines personnalités ou de groupes très restreints.

Les discussions intérieures du Parti, inévitablement passionnées et parfois violentes, ont pu donner lieu à des exagérations de polémique et à des attaques injustifiées. Le Parti est trop fort pour en souffrir sérieusement. Mais, devant de telles discussions, chaque section de l'Internationale doit, non en fausser le sens en adoptant à la légère l'opinion de tel représentant ou de tel groupe, non s'en emparer pour les transposer dans ses propres conflits intérieurs, mais s'efforcer d'en dégager tout ce qui est conforme à l'intérêt supérieur de la révolution et d'en écarter ce qui peut nuire tant au Parti russe qu'à l'Internationale elle-même. Le rôle de l'Internationale ne sera pas d'approfondir les différends, mais de travailler à les atténuer et à créer les meilleures conditions possibles de collaboration entre les courants momentanément divergents.

Les tendances variées qui se sont exprimées au cours de novembre-décembre-janvier sont toutes inspirées du souci de faciliter la réalisation de la tâche historique du Parti du prolétariat, et animées d'un égal désir de travailler à la grandeur du Parti et au triomphe de la Révolution russe et mondiale.

Les éléments non-communistes, en tant que groupes, étant heureusement exclus du Parti, comme le seront tous ceux qui suivront des voies analogues, la volonté de ne pas former ou laisser se former des fractions dans le Parti étant générale, on doit faire confiance à la direction du Parti pour qu'elle suive une ligne de conduite excluant toute possibilité de formation de fractions — le rôle éventuel de l'Internationale étant de rechercher la base sur laquelle le Parti dans son ensemble, rejetant à l'arrière-plan toutes les divergences secondaires, est résolu à poursuivre son œuvre fondamentale.

Dans l'impossibilité d'analyser à fond les erreurs imputées aux uns et aux autres et que le Parti, suivant l'inouïable exemple de Lénine, a la force de savoir reconnaître lui-même sans at-

tendre la critique extérieure, on ne saurait oublier que les camarades momentanément en désaccord sur certaines questions sont tous les artisans de la Révolution russe et de l'Internationale Communiste, et il faut compter sur leur effort réciproque pour maintenir à jamais la plus grande unité du Parti.

Notre Parti en Angleterre

L'ébranlement des forces économiques politiques et sociales déterminé par la guerre se fait sentir maintenant en Angleterre et trouve sa manifestation saillante dans l'avènement du Labour Party au pouvoir. Contraint de rompre avec le jeu alternatif traditionnel des deux partis bourgeois classiques l'impérialisme britannique a fait appel au Parti travailliste pour le sauver.

Le gouvernement travailliste a pour mission de trouver une issue pacifique à la situation inextricable de l'impérialisme britannique, soucieux d'éviter de violentes secousses révolutionnaires, fût-ce au prix de quelques concessions à la classe ouvrière. Mais nourri lui-même de conceptions impérialistes, rellétant surtout la mentalité des ouvriers privilégiés bénéficiaires de la mise en esclavage d'innombrables populations coloniales, le Labour Party ne saurait faire une politique détournant le cours des événements révolutionnaires.

L'avènement au pouvoir du Labour Party n'a pas pris au dépourvu l'Internationale qui, dans son 4^e Congrès, avait envisagé l'éventualité comme celle d'un « gouvernement ouvrier libéral », c'est-à-dire d'un gouvernement soutenu par la masse ouvrière, mais d'idéologie purement bourgeoise.

Un tel gouvernement, défenseur des intérêts du plus puissant des impérialismes, doit être considéré comme un ministère bourgeois, et non social-démocrate. Le Parti communiste anglais le combattra utilement, non en copiant servilement les méthodes en vigueur dans d'autres pays, mais en conformant la tactique du front unique aux particularités de la situation anglaise et aux traits originaux du mouvement ouvrier britannique.

La tactique de notre Parti anglais, dictée par l'Internationale et toute spéciale à ce pays, est inspirée des enseignements de l'histoire de la classe ouvrière anglaise, de la connaissance du milieu et des forces sociales qui y évoluent. Si notre Parti lutte pour son admission dans le Labour Party, affilié à la 2^e Internationale, s'il fait des compromis électoraux avec celui-ci, s'il soutient le gouvernement travailliste dans la mesure où il remplit son programme tout en l'attaquant impitoyablement à chaque défaillance ou reniement, c'est que la classe ouvrière anglaise, privilégiée grâce au pillage d'immenses colonies par ses employeurs, hiérarchisée comme la société britannique elle-même, a fourni jusqu'à présent le plus mauvais champ de développement aux idées socialistes ou communistes. Mais cette tactique comporte de grands dangers exigeant un contrôle rigoureux du Parti sur les sections locales qui inclineraient à se subordonner au Labour Party et sur les candidats communistes qui se confondraient avec les candidats travaillistes.

Le communisme, dont les principes et les buts sont communs aux fractions les plus conscientes de la classe ouvrière dans tous les pays, se frayera en Angleterre une voie différente de ses voies continentales. Il a maintenant pour la première fois des perspectives de sérieuse croissance, grâce aux difficultés grandissantes de l'économie impé-

rialiste britannique et à l'exercice du pouvoir par le « Labour Party » qui dissipera toute illusion dans la possibilité de restauration pacifique des rapports de production bouleversés par la guerre. Mais il ne deviendra un mouvement de masse que si l'expansion et l'exploitation britanniques sur une vaste partie du globe rencontrent d'insurmontables obstacles. L'impérialisme anglais, déjà affaibli par la perte d'importants débouchés et menacé par les soulèvements grandissants des peuples qu'il opprime, est désormais à la merci d'une révolte de ses principales colonies. Par suite, les communistes ont le devoir d'intensifier leur effort d'agitation dans l'immense domaine colonial britannique.

Le rôle de notre parti anglais est d'activer la formation d'un courant de classe, conscient, prolétarien, révolutionnaire, dans le « Labour Party » encore soumis à l'influence prépondérante du nationalisme et de l'impérialisme. Il est de dénoncer l'impuissance et le caractère impérialiste du gouvernement travailliste d'une façon intelligible à la masse, c'est-à-dire en s'emparant de chaque fait, de chaque exemple concret de nature à frapper l'opinion ouvrière rebelle aux démonstrations théoriques. Il est de soutenir la gauche du « Labour Party » sans jamais se confondre avec elle, de hâter le procès intérieur de différenciation tout en étendant son agitation et sa propagande propres pour le renforcement du parti, pour la création de cadres capables de diriger dans une voie révolutionnaire les masses détournées du travailisme.

La situation en France et les devoirs du Parti

Après avoir tiré de la victoire des alliés un profit momentané grâce au rançonnement de l'Allemagne, la France suscite à son tour des difficultés financières reflétant le déséquilibre profond du régime. L'Etat retarde à force d'expédients la crise inévitable, tandis que la bourgeoisie s'enrichit à la faveur d'un change favorable à l'exportation, et que le prolétariat subit progressivement l'abaissement de son niveau de vie.

L'occupation de la Ruhr n'a servi qu'à écarter des marchés la concurrence de l'industrie allemande, au profit du capital industriel français. Elle n'a été d'aucun secours à l'Etat endetté. Le traité de Versailles est manifestement caduc. Sans une intervention du capital américain la France et l'Allemagne entreront bientôt dans une crise dont la révolution serait l'unique issue.

La ploutocratie régnante a pu jusqu'ici exercer son pouvoir politique sans recourir à des moyens d'exception. Disposant de groupes politiques variés et d'un personnel dirigeant expérimenté, elle use habilement des ressources de la corruption démocratique pour maintenir sa domination, quitte à réprimer toute velléité sérieuse d'offensive ouvrière. Mais l'heure approche où le capitalisme continental, ne pouvant surmonter sa crise par ses seules ressources, devra recourir à l'intervention capitaliste extérieure et ainsi se subordonner au capital américain, en même temps qu'à des méthodes dictatoriales propres à contraindre la classe ouvrière au travail forcé supplémentaire pour le paiement des frais de la guerre.

En prévision de ces éventualités, le rôle du Parti communiste est de préparer la formation d'un Bloc ouvrier et paysan où son influence sera en raison de son initiative, de son travail,

de son action, et sur lequel pourront s'appuyer les catégories sociales moyennes qui auront le plus à souffrir de la crise du régime. Le Bloc ouvrier et paysan, comme le front unique, ne se formera pas d'un seul coup, mais il sera préparé par une série de réalisations partielles, principalement dans les grèves. Bien qu'il soit préconisé en toutes circonstances favorables, comme dans l'agitation électorale, il tirera sa force principale de l'appui des organisations ouvrières existantes ou à créer, parti, syndicats, Conseils d'usines et comités paysans.

Jusqu'à présent, notre Parti n'a pas encore su appliquer la tactique du front unique. Il est allé jusqu'à perdre toute initiative, jusqu'à subir la direction de pseudo-comités irresponsables, jusqu'à favoriser à son détriment de petits groupes sans importance numérique ni influence politique. Il n'a pas compris que le bénéfice du front unique revient au Parti non comme résultat d'habiletés subalternes, mais comme au seul parti dont les intérêts sont les intérêts mêmes de la classe ouvrière. Le front unique est destiné à donner à celle-ci des mots d'ordre clairs, correspondant à ses besoins profonds, et la conscience de son intérêt et de sa force de classe. Pour que le Parti exerce dans ce sens une influence décisive, il doit mettre en œuvre tous ces moyens de propagande, d'agitation et d'action au service de sa tactique : ce n'est pas ce qu'il a fait jusqu'à présent. Le Congrès de Lyon a relevé les fautes commises et donné des directives, mais le Parti s'est montré incapable d'en tenir compte.

La raison en est que le Parti, passant d'un extrême à l'autre, de l'ancien fédéralisme à un centralisme mécanique, bureaucratique et irresponsable, a perdu des facultés d'initiative, est entré dans la passivité et a compté sur sa direction pour penser à tout. Direction bien éloignée d'être en mesure de répondre à cette attente, apte surtout à tracer sur le papier des plans irréalisables. Le Congrès de Lyon a également dénoncé cette

déviations, mais sans prendre de mesures d'organisation en rapport, et sa résolution est restée lettre morte.

Préparer le front unique, l'unité syndicale, le bloc ouvrier et paysan, adapter l'organisation du Parti à ses nouveaux devoirs en multipliant et en développant les cellules d'usines, rendre la vie aux sections et fédérations, aux commissions de toutes sortes et aux comités, en leur donnant l'aliment d'un travail pratique, — ce sont là des tâches suffisantes pour absorber l'activité du Parti. Celui-ci ne s'en tirera avec honneur qu'en sachant faire appel à toutes ses forces, à tous ses éléments capables, éveiller et stimuler l'esprit d'initiative dans la masse des adhérents, instituer la responsabilité du travail accompli à tous les degrés de l'organisation.

Le Parti communiste français a toute possibilité de prendre en mains sans partage la direction du mouvement politique de la classe ouvrière avant que les événements décisifs soient arrivés. Mais il est nécessaire, à cette fin, qu'il se débarrasse définitivement des vieilles habitudes et des imprécisions. Il a besoin d'une attitude plus décidée devant les événements, d'une propagande plus énergique et plus intransigeante dans le caractère et dans le ton, d'une attitude plus sévère envers toute manifestation d'idéologie démocratique et parlementaire, envers toute dégénérescence bureaucratique. Il a besoin de puiser dans le marxisme et le bolchevisme des méthodes éprouvées d'interprétation et d'orientation, des enseignements théoriques et pratiques, — non des gestes servilement imités, non des formules apprises par cœur. Il doit développer sa conscience révolutionnaire propre, trouver ses propres applications tactiques, forger ses propres moyens d'action et se rappeler que Lénine enseigne inlassablement à ses disciples internationaux de ne pas « copier » la Révolution russe, de faire une révolution allemande en Allemagne, italienne en Italie, française en France. **Boris SOUVARINE.**

La Politique Extérieure du Bloc des Gauches

Les oscillations de la petite bourgeoisie

La petite bourgeoisie est en France, insistons-y, la classe dominante dans les villes et surtout dans les campagnes. En 1919, elle a donné la victoire au Bloc national. Elle assurera vraisemblablement sa défaite en 1924.

Après la guerre les petits bourgeois allemands tournèrent le dos au gouvernement vaincu — le gouvernement impérial. Exaspérés par la misère, ils entrèrent en masse dans les partis démocrates et social-démocrates. Délivrés des illusions démocratiques, insuffisamment travaillés par la propagande communiste, beaucoup d'entre eux reviennent actuellement aux partis nationalistes.

En France, l'évolution s'effectue en sens inverse. La petite bourgeoisie et les éléments arriérés de la classe ouvrière s'étaient naturellement attachés d'abord au gouvernement nationaliste vainqueur. Mais les faits, les faits tenaces, se sont chargés de dissiper les espérances insensées nées de la victoire. Les petits bourgeois ruinés et la classe ouvrière souffrant de la vie chère se tournent maintenant vers la démocratie pacifiste. La législature 1919-1924 a guéri l'électeur français moyen des illusions nationalistes. La législature 1924-1928 le guérira des illusions démocratiques. On peut prévoir toutefois qu'après avoir mesuré l'impuissance de cette démocratie dont le parti radical, le parti so-

cialiste et la C. G. T. se sont faits les pourvoyeurs, les masses françaises hésiteront quelque temps avant de rejoindre le prolétariat communiste sur les voies de la révolution. Si la situation financière ne devient pas brusquement catastrophique elles se traineront à la remorque de la grande bourgeoisie très fortement organisée dont je rappellerai tout à l'heure les ambitions impérialistes.

En fin de compte, la France ne parviendra à la révolution prolétarienne qu'à travers une sorte de dictature fasciste.

La défaite du bloc national

Il est donc vraisemblable que les élections prochaines feront surgir une majorité nouvelle allant des républicains poincaristes de gauche (Thomson-Jonny) aux socialistes parlementaires (Varenne-Léon Blum).

Numériquement, les socialistes et les radicaux-socialistes y tiendront une large place. Politiquement, ce sont les hommes du centre-gauche et les radicaux modérés qui s'empareront de la position dominante occupée par le centre-droit dans la majorité du Bloc national. Centre-droit et centre-gauche représentent les grands intérêts capitalistes. Dans le centre-droit domine l'industrie lourde. Dans le centre-gauche dominent les industries de transformation et les banques d'affaires. Mais les programmes de ces différents groupements tendent de plus en plus à se rapprocher.

Les chefs de la nouvelle majorité seraient Briand, Barrou, Herriot, Painlevé, de Monzie, Leon Blum, Loucheur. Il paraît difficile que Poincaré — qui se montre de plus en plus disposé à composer avec la majorité nouvelle — puisse être chargé cependant de diriger la combinaison ministérielle dont ces résultats électoraux imposeraient la formation. C'est à Herriot, à Barthou ou plutôt à Briand qu'ancomberait probablement cette tâche. Et il est peu probable que Poincaré accepte de tenir dans un tel ministère le rôle de brillant second, aux Affaires étrangères, qui lui serait proposé. Il peut espérer par contre que Millerand, ayant bruyamment annoncé qu'il démissionnerait en cas de défaite du Bloc national, serait contraint d'abandonner l'Élysée. Dans ce cas le Bloc des gauches, reconnaissant les services incontestables que lui a rendus Poincaré, réclamerait sans doute celui-ci à la présidence de la République.

La politique extérieure et la majorité nouvelle

Ainsi l'hypothèse d'un succès électoral du Bloc des gauches ou plus exactement d'une défaite du Bloc national, d'un glissement à gauche de la majorité parlementaire, cette hypothèse est actuellement la plus plausible.

Quelle serait la politique extérieure de cette combinaison plus ou moins proprement baptisée Bloc des gauches ?

En paroles, ce serait — avec beaucoup de protestations d'amour à la Société des Nations — un programme pacifiste qui serait défendu par la majorité nouvelle. En fait, ce programme wilsonien étant absolument chimérique, la politique réelle continuerait à être, dans ses grandes lignes, la politique poincariste.

Sauf catastrophe financière, la politique de la bourgeoisie française, quels que soient ses représentants au pouvoir, doit être en effet la politique de Poincaré adoucie par les atténuations que celui-ci songe depuis longtemps à lui apporter, qu'il ne pouvait pas y apporter voici un an sans ruiner totalement son système mais que la demi-capitulation allemande commence à rendre possibles, que la pression anglaise impose et que la crise du franc est en train de précipiter.

Poincaré n'aurait pas aidé de sa neutralité complaisante les dangereuses manœuvres dirigées contre sa majorité par les hommes de gauche, ne leur aurait pas ouvert bénévolement sa succession, s'il n'avait pas obtenu d'eux l'assurance qu'après leur arrivée au pouvoir ils adopteraient ses directives. Poincaré ne doit pas nourrir d'illusions excessives sur la valeur de tels engagements. Mais ce qui doit le rassurer c'est qu'au cours de l'année 1923 la nécessité « nationale » de sa politique, la politique des faits accomplis, a été admise par tous ses successeurs probables. L'attitude adoptée par eux en ces derniers mois prouve qu'ils sont désormais persuadés de la nécessité de placer au-dessus de tous les autres problèmes et avant eux — avant même celui de la reconstruction de l'Europe qui fut jadis aussi cher à Briand et à Loucheur qu'à Lloyd George lui-même — le problème des réparations. Et s'ils proclament toujours, comme Poincaré d'ailleurs, que le règlement des réparations ne sera pas effectué en dehors d'une solution internationale ils ont été convaincus par Poincaré que cette solution internationale doit être préparée par une nouvelle défaite allemande, que seule la contrainte est capable d'imposer à l'Allemagne la volonté d'acquitter sa dette, que seule la politique des gages est réaliste et peut sauvegarder les intérêts de la bourgeoisie française.

Briand, Herriot et les autres démocrates français admettaient bien l'utilité de la manière forte dès avant l'occupation de la Ruhr. Mais ils ne croyaient pas la France assez puissante pour employer cette méthode contre la résistance de l'Allemagne, l'inquiétude des États-Unis et l'hostilité de l'Angleterre. En occupant la Ruhr, Poincaré a gravement compromis la santé du franc, mais il a fait peur aux ennemis et aux rivaux de la bourgeoisie française. Il les a incontestablement contraints à des concessions nouvelles. Les leaders de gauche l'ont compris et malgré leurs déclarations les plus récentes ils se garderaient bien d'abandonner la Ruhr

s'ils parvenaient au pouvoir. Il est certain qu'ils utiliseraient ce gage pour obtenir de l'Angleterre une diminution sinon une annulation des dettes interalliées, de l'Allemagne des garanties sérieuses pour le paiement des réparations et pour la sécurité et surtout de sérieux avantages pour le Comité des Forges.

On peut donc prévoir que malgré les promesses d'évacuation immédiate de la Ruhr qu'ils ont solennellement repoussées en ces derniers mois, Briand et Herriot, quand ils prendront le pouvoir, continueront la politique de Poincaré avec des différences tenant aux intérêts différents mais avec la préoccupation essentielle de ne pas « lâcher la proie pour l'ombre ».

La terreur de l'Allemagne

Les leaders démocrates aussi bien que Poincaré ont une folle terreur de l'Allemagne. Et cette terreur croît à mesure que l'Allemagne se relève. Tous constatent que depuis l'armistice aucun gouvernement n'a eu autant d'autorité et n'a été aussi solide que le gouvernement de von Seeckt-Mark-Stresemann.

La décentralisation fiscale et l'exploitation autonome des chemins de fer et des postes semblent à Paris très propres à préparer l'assainissement du budget allemand. Le Reich fait d'autre part d'ingénieux efforts afin de rétablir son unité monétaire. Cet assainissement affaiblit les tendances séparatistes ou exagérément fédéralistes qu'avaient exaspérées jusqu'ici le désordre économique et la faiblesse politique de l'État. Rétablissement monétaire, financier et politique. C'est le redressement du Reich.

Les succès des partis de droite aux élections partielles en Thuringe, en Saxe, dans le Mecklenbourg, etc... permettent d'activer « la reorganisation administrative ». Sous prétexte de compression on chasse systématiquement les fonctionnaires social-démocrates et républicains et on les remplace par des hommes d'ancien régime.

« Les démocrates ont peur et les social-démocrates sont impuissants », écrit-on à Paris. La bourgeoisie bismarckienne restaure sa suprématie. Elle reconstruit l'Allemagne de Bismarck. Le général von Seeckt, bismarckien typique, à la fois nationaliste et réaliste, reprend la politique sociale du chancelier de fer. Il s'efforce habilement de ressusciter les classes moyennes ou du moins d'enrayer leur déchéance. Il travaille à protéger provisoirement la classe ouvrière afin de mieux assurer son asservissement à l'État. On commente à Paris avec un étonnement admiratif la circulaire dans laquelle ce général enjoint à ses subordonnés d'intervenir au nom de l'État afin d'empêcher les employeurs de lâcher trop brusquement le mouvement de réduction des salaires et d'augmentation des heures de travail, imprudentes mesures qui risqueraient de déclencher des révoltes prolétariennes.

Les bourgeois français les plus clairvoyants observent avec une véritable angoisse des symptômes de relèvement des classes dirigeantes allemandes. Ils croient de moins en moins à la démocratisation du Reich. Ils ne croient plus du tout à la possibilité d'une révolution prolétarienne.

À Paris on s'attend donc à ce que l'Allemagne, après avoir feint de céder aux exigences françaises, se redresse et résiste. On s'attend à pire encore. On sait que depuis quinze mois le contrôle militaire interallié a cessé. On sait que von Seeckt a mis ce temps à profit pour réorganiser l'armée et développer les armements. Ce n'est plus seulement dans les milieux réactionnaires français mais dans tous les milieux modérés et dans certains milieux de gauche qu'on prévoit des tentatives allemandes de revanche.

Cette inquiétude générale imposera également à la majorité nouvelle de continuer dans ses grandes lignes la politique allemande du Bloc national.

Étant données les légendes qui circulent parmi nos camarades on ne saurait répéter trop souvent que Briand, Barthou et Herriot, s'ils prennent le pouvoir, s'efforceront de ne lâcher la Ruhr que « progressivement », c'est-à-dire aussi lentement que possible tout en accentuant le repli stratégique diplomatique que Poincaré lui-même s'est résigné à accomplir sous « l'amicale pression » de Mac Donald.

(A suivre.)

Jacques SADOUL

Le Caractère de la Dictature militaire en Espagne

(Suite et fin)

La défaite d'Annual, avec la perte de milliers de soldats, marqua le paroxysme du malaise de la petite bourgeoisie. Le prolétariat, depuis 1909, avait toujours combattu la guerre du Maroc, tandis que la petite bourgeoisie restait indifférente. C'est seulement vers 1921, lorsqu'elle a senti ses intérêts menacés, qu'elle s'est rangée du côté du prolétariat contre l'entreprise impérialiste. Aux dernières élections législatives, le Parti socialiste a eu un grand succès. La petite bourgeoisie et les classes moyennes se sont groupées autour de lui sur la plate-forme des *responsabilités* que les candidats socialistes avaient formulée dans leur programme.

Le coup d'état

Toute l'armée traversait une situation critique d'où elle ne pouvait sortir que discréditée. D'un autre côté, comme nous l'avons déjà dit, l'Etat faisait faillite et les gouvernements, démoralisés, avaient perdu la boussole. Cependant, l'armée conservait sa cohésion intérieure. Les industriels l'avaient toujours incitée à prendre la charge du pouvoir.

Dans cette situation, l'été 1923 nous apporte une nouvelle défaite au Maroc, avec des caractères assez semblables à celle de 1921. La haine de la guerre africaine s'accroît. Les événements de Malaga surgissent. Un régiment, au moment d'embarquer, se révolte. Les soldats mutinés parcourent la ville, lançant des cris contre la guerre et se dressant contre les officiers. La révolte est étouffée ; le chef du mouvement, le caporal Barroso, est condamné à mort par un conseil de guerre. Mais la révolte avait gagné la sympathie de tout le pays. Ce fut un réveil révolutionnaire dont le prolétariat organisé n'a pas su profiter. Seul le Parti communiste se solidarise avec le mouvement et entreprend à travers tout le pays une grande campagne pleine de succès, que le coup d'Etat brisera plus tard. Les pétitions de grâce pour le caporal Barroso sont formulées par milliers et le gouvernement, apeuré, accorde la grâce. Ce fait porte au paroxysme l'indignation des « *jun-tas* » militaires qui n'y voient qu'un symptôme grave de faiblesse du gouvernement et qu'un agissement contre l'armée. Au malaise créé par l'épuration des responsables vient s'ajouter l'indignation produite par la grâce du caporal Barroso. Ainsi naissent les germes qui devaient aboutir au coup d'Etat.

A Barcelone, où l'entente entre les patrons et les militaires avait été scellée, éclate le coup militaire. Il suffit d'un général audacieux. La révolution militaire fut faite à coups de téléphone. La *camarilla* gouvernante n'opposa guère de résistance, un souffle suffit pour défaire l'appareil gouvernemental. Ceux qui usurpaient depuis cinq ans dans l'ombre les fonctions du gouvernement, passent soudain au premier plan, donnant ainsi une apparence de droit à une situation de fait.

Quel a été le but principal du coup d'Etat ? D'abord, empêcher l'épuration des responsables en évitant de cette sorte le châtimement des coupables et la désagrégation totale de l'armée. En second lieu, redonner de l'autorité à l'Etat bourgeois, grâce à l'établissement d'un système de violence gouvernemental conforme au désir des industriels

et en exploitant la haine que les vieux partis gouvernementaux avaient provoquée contre eux de la part de la petite bourgeoisie et des gros industriels. Le coup d'Etat obtint tout de suite l'approbation du roi. Le monarque espagnol, hanté par la gloire de ses aïeux, aspire à des prouesses impérialistes. Depuis quatre ans, il n'avait rien de commun avec son gouvernement ; il s'en était séparé pour se tourner du côté de la caste militaire. Le coup d'Etat combla ses vœux.

L'attitude hostile de la dictature à l'épuration des responsables de la défaite du Maroc se manifesta dès le premier moment. Les généraux les plus connus parmi les partisans de la non-responsabilité des militaires et même un des plus responsables de la guerre du Maroc, firent partie du Directoire provisoire. Les militaires avaient besoin d'un programme pour la conquête du pouvoir ; il fallait satisfaire la petite bourgeoisie et les classes moyennes. La démagogie est toujours un bon instrument de réaction. Les généraux espagnols en usèrent. Le fascisme avait réchauffé l'imagination de la bourgeoisie et il y avait pas mal de bourgeois partisans de la « *maniera forte* ». Les militaires adoptèrent ce mot d'ordre : contre l'ambition des capitalistes et contre les exigences des travailleurs.

Le pays devant la dictature

Grâce au discrédit où étaient tombés les vieux partis politiques, le coup d'Etat gagna d'abord la sympathie plutôt que l'hostilité de la petite bourgeoisie et des classes moyennes. Le programme réformateur des mœurs administratives était une de leurs aspirations. Apparemment, la dictature revêtait toutes les caractéristiques d'un gouvernement des classes moyennes. Mais ceux qui connaissent les rapports existant entre les patrons et les militaires savaient bien à quoi s'en tenir sur cette apparence. Les faits l'ont prouvé peu après.

Dès le premier jour, les dictateurs ont gagné l'appui total de tous les groupements traditionnalistes. Les adhésions les plus fermes venaient cependant des fédérations patronales d'industrie. Dans les milieux financiers, on manifesta une réserve plus grande en face du coup d'Etat. La vieille politique avait grandement favorisé les banques. Grâce aux troubles de la politique financière du gouvernement, les banquiers avaient pu spéculer à plaisir. Cette réserve en face du gouvernement militaire s'exprima lors du premier renouvellement des bons du Trésor, le 15 octobre. Dans cette opération, sur 130 millions, 20 % se présentèrent au remboursement. La première mesure que le Directoire avait prise était de baisser le taux d'intérêt de 5 % à 4 %. Dans les renouvellements suivants, les opérations ont eu un plus grand succès, car pour donner satisfaction aux porteurs de fonds publics, le taux d'intérêt fut de nouveau porté à 5 %.

Tout de suite après la prise du pouvoir, le Directoire militaire voulut *mettre de l'ordre dans l'anarchie étatique*. Les premières dispositions consistèrent à supprimer une grande quantité de petits fonctionnaires, à violer le statut professionnel et à empirer les conditions de travail des fonction-

naires. En même temps qu'il attaquait brutalement les travailleurs, il persécutait aussi les petits commerçants.

Le prolétariat n'opposa pas à la dictature une action concertée et efficace. Les deux centrales syndicales, dirigées, l'une par les socialistes et l'autre par les anarchistes, restèrent inactives. Le jour même du coup d'Etat, l'Union Générale des Travailleurs décidait de déclarer la grève générale. A ce qu'il semble, deux généraux vinrent visiter le Comité central de l'Union en le menaçant de mesures graves si la décision était mise en pratique. Le lendemain, l'ordre de grève était retiré. La Confédération Nationale du Travail, en pleine crise, déconcertée par l'orientation anarcho-sindicaliste, ne fit rien non plus : elle décida de se réfugier dans l'action clandestine et de dissoudre les syndicats.

Le Parti communiste manifesta la plus claire vision du problème et le plus sincère désir de lutte. Le jour même du coup d'Etat, des commissions de notre Parti visitèrent toutes les organisations ouvrières en les invitant à former le front unique pour déclencher la grève générale. Personne ne répondit à son appel. Le Parti, isolé, ne put rien faire, étant donnée sa force réduite ; mais le prolétariat a vu clairement qu'il a été le seul organisme ouvrier qui a montré dans la pratique sa volonté de lutte contre la dictature militaire.

Dictature personnelle et capitaliste

Ce qui, au commencement, put paraître un mouvement militaire et de caractère corporatif, est devenu une dictature personnelle et capitaliste à la fois. Par son origine, par la composition des éléments qui l'avaient promu, il ne pouvait conserver longtemps l'apparence d'un gouvernement de classes moyennes, et il est devenu, par une loi naturelle, une dictature de type capitaliste. Dans sa première proclamation, le dictateur Primo de Rivera avait déjà annoncé son intention de déroger aux traités de commerce pour laisser ainsi la bourgeoisie catalane, protégée par des tarifs douaniers élevés, en mesure de spéculer en toute liberté. Ce désir ne fut pas mis en pratique à cause d'importantes réclamations d'ordre diplomatique qui furent formulées.

Le Directoire militaire a suivi la politique de subventions aux grandes entreprises contre laquelle il s'élevait lui-même le jour du coup d'Etat. Les primes que les gouvernements antérieurs accordaient à titre de bonification aux Compagnies de chemins de fer ont été ratifiées. On a promulgué aussi d'autres dispositions dont bénéficient les armateurs. Avec les agrariens, on n'a pas été aussi généreux, mais on a pris quelques dispositions comme celles des bonifications aux exportateurs de blé, dont profitent les grands propriétaires agrariens. Les banquiers jouissent aussi d'un régime de faveur. Les agriculteurs avaient sollicité quelques millions de pesetas de l'Etat pour constituer le crédit agricole. Mais comme cette mesure diminuait les bénéfices de la banque, le Directoire militaire différa son application pour permettre les spéculations financières des banquiers.

La sympathie que la petite-bourgeoisie et les classes moyennes avaient témoignée au coup d'Etat s'est transformée en hostilité. La première mesure révoquant tous les députés et les sénateurs a été suivie d'une autre qui laisse debout ce qu'il y a de plus suranné et traditionnel : les sénateurs à vie et de par leurs fonctions. Cela a fait que la petite bourgeoisie s'écarte de l'œuvre

politique du directoire. Si l'on ajoute qu'après la répression de la classe ouvrière, l'énergie dictatoriale s'est dirigée contre le petit commerce et les fonctionnaires, on comprend facilement l'hostilité des classes moyennes. Ce malaise a en sa plus claire répercussion dans l'échec du grand « *somaten* » national, espèce de milice fasciste. Mussolini a formé, dès le pouvoir, une organisation de parti. Primo de Rivera veut créer aussi des milices pour s'assurer plus tard un parti personnel. Mais dans la pratique, il n'a pas réussi. La petite bourgeoisie et les classes moyennes ne lui ont pas donné leur appui. La création du grand « *somaten* » national n'est aujourd'hui qu'un projet. Il existe quelques noyaux isolés dont l'efficacité est nulle.

Au sein même de l'armée, une opposition commence à se manifester contre l'activité des généraux du Directoire. Cette opposition est formée d'un côté par les généraux qui étaient liés à la vieille politique et qui défendent le retour aux gouvernements civils, d'un autre côté par un groupe d'officiers qui étaient partisans il y a trois mois du coup d'Etat afin de renforcer en l'espace de trois mois l'autorité de l'Etat et de faire pendant ce temps une politique de *morale publique*. Ce groupe voit qu'on n'a rien fait pendant six mois, que les militaires ont prouvé leur incapacité en tant que gouvernants. Il prévoit un avenir tragique à l'armée même et demande qu'on en finisse avec le régime militaire et qu'on retourne à une situation civile. Les divergences au sein de l'armée ne se manifestent pas au dehors. Partisans et adversaires de Primo de Rivera, tous comprennent qu'il faut se taire pour ne pas tomber en discrédit devant la nation.

Pendant ce temps, Primo de Rivera accentue encore plus le caractère personnel et capitaliste de la dictature. Il s'entoure des généraux les plus fidèles et ne s'occupe que de défendre sa politique qui est celle du monarque et de la grande bourgeoisie. Seulement il ne réussit pas à éviter les divisions qui se manifestent au sein même de l'armée. Son incapacité et sa nullité se sont montrées en plein jour. Il commet les mêmes immoralités administratives et politiques qu'il avait combattues chez les vieux politiques avec une démagogie inouïe.

Il n'est pas facile de prévoir le dénouement de la situation politique actuelle en Espagne. Primo de Rivera a inauguré une nouvelle période de *pronunciamentos* militaires. En profitant de la force des autres il a pris le pouvoir. Cette méthode, ressuscitée, aura peut-être des imitateurs. Peut-être aussi nous entrons dans une époque de *pronunciamientos*, dans une situation semblable à celle du Mexique et d'autres républiques sud-américaines. En tout cas ce qui apparaît clairement, c'est que, grâce à la dictature et à ses brutalités, les militaires ont fait inconsciemment œuvre *révolutionnaire*. Avec leurs critiques contre les vieux partis, ils ont rendu impossible le retour au pouvoir de ceux-ci. En établissant un régime militaire, en méprisant tout ce qui est civil, ils ont creusé un abîme au sein de la société bourgeoise même et ont contribué à la démoralisation inférieure de l'armée. Il faut ajouter que, vu l'incapacité totale des dictateurs, la plus grande partie de la bourgeoisie commence à penser qu'ils doivent abandonner le pouvoir. Le dénouement sera sans doute prochain et tragique.

JAR.

Lénine et la Guerre Impérialiste

L'étape léninienne correspond pour le socialisme à l'étape impérialiste dans le développement du mode de production capitaliste.

Amélie Duxons.

(B. C. du 13 février 1924.)

Le 2 août 1914, tous les Partis socialistes de la II^e Internationale, sauf ceux de Russie, de Pologne, de Serbie et d'Italie, acceptèrent « l'union sacrée ». Tandis que les socialistes alliés déclaraient les Empires centraux responsables de la guerre et engageaient les ouvriers à défendre la patrie attaquée, les social-démocrates allemands, adoptant une plate-forme identique, prêchaient la lutte contre « le cosaque ».

Les uns et les autres prétendaient que le conflit aboutirait à une paix stable et démocratique, à une ère de bien-être, à une marche progressive vers le socialisme.

Le vote des crédits de guerre, la participation ministérielle et la rupture de toutes relations internationales entre socialistes furent les manifestations les plus caractéristiques de ce social-chauvinisme.

Au-dessus de cette mer de trahison, quelques petites lueurs vacillantes, quelques hommes qui, çà et là, en France, en Angleterre, en Allemagne, « sauvent leur conscience », se replient sur eux-mêmes, détournent leurs yeux du visage odieux de la guerre et attendent, meurtris, des jours meilleurs.

Cependant, en Russie, terre « barbare », demi-asiatique et qui troublait comme un cauchemar les rêves idylliques des socialistes d'Europe, le point de vue prolétarien sur la guerre impérialiste était formulé, dès septembre 1914, avec une netteté brutale et qui semblait extraordinaire en un pareil moment :

« Cette guerre est une guerre de brigandage bourgeois, de pillage colonial. Elle nous mène à une exploitation renforcée des ouvriers d'Europe et des esclaves d'Asie et d'Afrique. Les prolétaires doivent profiter de ce qu'ils ont les armes pour mener la guerre civile contre la bourgeoisie et instaurer leur dictature. »

Voilà ce que disait en substance le manifeste des bolcheviks, publié, quelques semaines plus tard, dans « le *Social-Démocrate* du 1^{er} novembre.

Par suite de quelles circonstances, qui nous sont apparues longtemps comme prodigieuses, Lénine avait-il compris du premier coup le sens de la guerre mondiale et tout ce qu'un parti révolutionnaire pouvait en tirer pour son action immédiate et ses mots d'ordre ?

Les raisons de cette clairvoyance nous les trouvons dans l'histoire du groupe bolchevik, fondé en 1903 au Congrès social-démocrate russe de Londres. Cette histoire peut se résumer ainsi : lutte implacable contre l'opportunisme, sous toutes ses formes (économisme (1), menchevisme, liquidationnisme) (2), liaison étroite avec la classe ouvrière,

(1) Social-démocrates dont le programme se résumait dans la phrase suivante : « La lutte économique est le fait des ouvriers, la lutte politique celle des libéraux. »

(2) Nom donné à la droite du menchevisme, qui voulait, après la révolution de 1905, « liquider » toutes les organisations illégales du Parti.

dont le Parti s'efforce de diriger tous les mouvements, application intelligente de la méthode marxiste aux réalités présentes. De plus, les bolcheviks avaient, en 1914, mené le combat prolétarien pendant une quinzaine d'années sous le talon de fer du tsarisme, ils avaient participé à la révolution de 1905, ils s'étaient trempés dans la lutte et ignoraient la dégénérescence dont les autres Partis socialistes, corrompus par vingt-cinq années de démocratie, étaient frappés.

Et quand le problème de la guerre se posa devant eux, forts de leur expérience révolutionnaire, de leur connaissance et de leur pratique du marxisme, ils surent le résoudre immédiatement et du point de vue des intérêts du prolétariat.

**

Chaque guerre, écrit Lénine, doit être examinée et étudiée au point de vue de la nécessité historique, c'est-à-dire au point de vue du matérialisme scientifique de Marx.

Au cours de l'histoire humaine, il y eut des guerres, qui, malgré les souffrances que toute guerre amène nécessairement, étaient en même temps des facteurs de progrès pour le genre humain, car elles contribuèrent à détruire certaines institutions particulièrement malfaisantes, tels que l'autocratie, le féodalisme, les formes de despotisme les plus barbares de l'Europe, ceux de Russie et de Turquie.

De 1789 à 1871, le type de guerre qui prédomine est celui des guerres de libération nationale, de lutte contre les survivances féodales. En effet, les guerres de la Révolution et de l'Empire, les guerres des Italiens contre l'Autriche, la guerre de Crimée et la guerre de 1870 furent, au point de vue historique, un facteur de progrès. En ce qui concerne la guerre de la Prusse contre Napoléon III, nous devons constater, bien qu'en France cette idée ne nous soit pas familière, qu'elle débarrassa l'Allemagne du morcellement féodal entretenu par le tsar et l'Empire français, entraîna une grande expansion des forces productives et ouvrit ainsi la voie au développement du socialisme en Europe. D'ailleurs, après Sedan, quand elle devint une guerre de pillage de la France, Marx et Engels protestèrent.

La guerre de 1914 ne peut être en rien comparée aux guerres précédentes. Nous sommes alors dans la phase impérialiste du capitalisme : capitalisme de monopoles, protectionnisme, politique de conquêtes coloniales. De 1876 à 1914, les six grandes puissances (Angleterre, Russie, France, Allemagne, Japon, Etats-Unis) ont conquis vingt-cinq millions de kilomètres carrés et oppriment cinq cents millions d'habitants.

En 1914, il s'agit d'une guerre pour le repartage des colonies, pour l'extension du champ de domination de chacune des grandes puissances belligérantes, pour le renforcement de l'esclavage colonial, l'asservissement du prolétariat et des petites nationalités. Cette guerre est donc réactionnaire. Elle ressemble au combat de deux négriers qui voudraient se voler leurs esclaves. Tous les impérialismes poursuivent des buts annexionnistes, et les socialistes doivent profiter du corps à

corps de ces brigands pour les détruire les uns et les autres.

Le manifeste de la II^e Internationale à Bâle (1912) avait prévu, en cas de conflit mondial, une tactique révolutionnaire internationale. Il avait signalé le caractère impérialiste et réactionnaire de la guerre à venir, il avait dit qu'elle hâterait l'heure de la révolution.

La guerre de « défense de la patrie » est un mensonge anti-historique. Les socialistes chauvins ont non seulement trahi leurs engagements antérieurs et le socialisme, ils ont, en luttant pour la patrie, appliqué une tactique de réaction. Ils pratiquent une politique bourgeoise et anti-prolétarienne.

Lorsqu'ils évoquent la position de Marx et d'Engels dans les guerres antérieures, ils commettent une erreur grossière. On ne peut comparer les guerres bourgeoises progressives, faites avant l'établissement de l'impérialisme moderne et la formation des conditions objectives du socialisme, avec une guerre de brigandage impérialiste qui se développe au moment où la bourgeoisie est devenue un élément de réaction.

Nous assistons donc à une faillite de la II^e Internationale. Le réformisme, qui s'était lentement développé dans ses rangs, grâce à la pourriture démocratique, s'est transformé avec la guerre en social-chauvinisme ; il est passé de l'alliance secrète à l'alliance ouverte avec la bourgeoisie. Avant la guerre, le réformisme pouvait être regardé comme une simple déviation et considéré comme partie légitime de l'Internationale socialiste ; mais, aujourd'hui, il faut s'en détacher, car l'alliance avec lui implique en fait l'assujettissement des ouvriers à leur bourgeoisie. La scission est devenue nécessaire, elle ouvrira les yeux des travailleurs ; il faut créer une Internationale nouvelle.

Mais quel sera le mot d'ordre autour duquel il ralliera les forces révolutionnaires ? Nous ne sommes pas des pacifistes bourgeois qui ne peuvent comprendre que les guerres sont intimement liées à la lutte de classe, qu'elles ne sont, sous une forme violente, que le prolongement de la politique de la bourgeoisie, et qu'elles ne cesseront qu'avec le régime capitaliste lui-même. Notre mot d'ordre ne doit pas être seulement : « Lutte pour la paix ».

La guerre créera inmanquablement, dans les masses, un esprit de révolte. Il nous faut les aider à en prendre conscience en mettant au premier plan « la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile ».

En temps de guerre réactionnaire, une classe révolutionnaire est obligée de désirer la défaite de son gouvernement. Il ne peut y avoir de salut pour les masses que dans le renversement de leur capitalisme. Une paix durable ne sortira que d'une action pour la guerre civile.

*
**

Tels étaient les points essentiels du programme bolcheviste durant la guerre. Aux conférences de Zimmerwald et de Kienthal, ils se heurtèrent à l'opposition des social-pacifistes, qui ne connaissaient d'autre mot d'ordre que celui de : « A bas la guerre ! Paix immédiate et sans annexions ! » Ils refusèrent de souscrire au « défaitisme » de Lénine (chaque prolétariat doit souhaiter la défaite de « sa patrie », car la défaite engendre la révolution), au sabotage de la guerre par l'action

illégal et la propagande dans les tranchées pour la révolte armée, à la création d'une 3^e Internationale.

Mais la « gauche zimmerwaldienne » gagnait sans cesse du terrain, elle faisait parvenir dans tous les pays belligérants ses tracts et ses brochures, et lorsque le tsarisme s'effondra, elle transporta son champ d'opérations en Russie. On sait le reste.

Si Lénine a vu clair dans la question de la guerre et l'a considérée non comme un malheur sur lequel il faut gémir (social-pacifisme), mais comme une occasion révolutionnaire qu'il faut exploiter, c'est à sa connaissance et à sa pratique de la méthode marxiste qu'il en est redevable. Et l'on pourrait en dire autant de toutes les différentes parties de son activité politique. Lénine ne fut pas, comme les vieux leaders de la social-démocratie, un « rabâcheur » des textes de Marx ; mais il appliqua les procédés d'analyse, d'étude et de combat de Marx à des réalités nouvelles. Il ne résumait pas des conclusions toutes faites et tirées de situations historiques dépassées. Il fit pour l'impérialisme, dernière étape du Capitalisme, ce que Marx avait fait pour le vieux capitalisme de libre-échange et de libre-concurrence : il fut *Marx ressuscité*.

Paul MARION.

G. ZINOVIEV

N. LENINE

Une brochure : 0 fr. 75

En vente à la Librairie de l'Humanité.

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S. F. I. C.)

Le numéro 50 centimes

ABONNEMENTS

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	13 »	14 »
12 mois	26 »	28 »

Nos camarades sont priés d'adresser :

1^o Toute la correspondance ayant trait à l'administration (abonnements, commandes, réclamations, etc.), à l'administration de l'Humanité, 142, rue Montmartre.

2^o Tout ce qui concerne la rédaction du Bulletin Communiste au camarade Calzan, même adresse.

La Question de l'Éducation

I

L'une des tâches principales du Parti communiste, c'est l'éducation révolutionnaire du prolétariat.

En quoi consiste cette éducation révolutionnaire ? A développer chez les ouvriers la conscience de classe, à leur montrer qu'ils constituent une classe de producteurs dont le travail est exploité par ceux qui détiennent les moyens de production et à faire d'eux des révolutionnaires conscients, c'est-à-dire des hommes qui comprennent que, seule, la lutte pour le renversement du régime actuel et l'instauration d'un régime nouveau excluant toute exploitation sont capables de libérer la classe ouvrière de l'esclavage dont elle souffre actuellement. On peut même dire que, dans la période pré-révolutionnaire actuelle, c'est en cela que consiste la tâche essentielle de notre parti.

Comment celui-ci viendra-t-il à bout de cette tâche ? Les partis social-démocrates de la 2^e Internationale, pour qui la question de la prise du pouvoir est rejetée dans un lointain abstrait et pour qui la notion de la lutte de classes est un concept vide de tout contenu concret, comprennent le travail d'éducation comme synonyme d'un travail de propagande purement idéologique, mené à la fois par l'écrit et par la parole. Publier des brochures et organiser des réunions publiques, c'est en cela que réside l'activité principale de ces partis, dans l'opposition (1).

Ce n'est pas ainsi que les communistes comprennent la question de l'éducation. Pour eux, l'éducation n'est pas uniquement une affaire de propagande purement idéologique, elle est étroitement liée à l'action pratique qui, seule, donne à l'enseignement théorique un sens concret. Le travail d'éducation communiste comprend donc deux parties distinctes, quoique liées entre elles. L'agitation et la propagande proprement dites, d'une part, et l'action politique, d'autre part. C'est dans la juste coordination de ces deux ordres de tâches que réside tout le problème de l'éducation.

II

Outre cette première distinction, qui tient au caractère même du travail d'éducation, il en est une autre qui tient au milieu même sur lequel s'exerce ce travail d'éducation, à savoir : 1^o les membres du Parti ; 2^o les masses ouvrières en dehors du Parti. Il est évident que, suivant qu'on s'adressera aux membres du Parti ou aux masses en dehors du Parti, le travail d'éducation sera différent, du fait qu'il s'adressera à des milieux différents, tant par le degré de conscience sociale que de développement intellectuel.

(1) L'expérience a d'ailleurs montré que, quand ces partis parviennent au pouvoir, cette opposition purement platonique au régime capitaliste fait immédiatement place à la collaboration de classe la plus active et même à une vigoureuse répression du mouvement ouvrier.

En ce qui concerne l'éducation des membres du Parti, elle devra consister : 1^o à développer au eux la connaissance des buts généraux du communisme, ainsi que des principes et des méthodes de l'action communiste, du rôle et de la structure du Parti communiste, en tant que parti révolutionnaire du prolétariat ; 2^o à leur enseigner les grandes lignes de l'histoire du mouvement ouvrier, national et international, l'histoire du Parti et de l'Internationale, ainsi que les notions élémentaires de l'économie politique et de la philosophie socialistes, en opposition à l'économie politique et à la philosophie bourgeoises, en un mot, à faire leur éducation marxiste ; 3^o à leur faire connaître la vie et le développement du mouvement révolutionnaire dans les autres pays, ainsi que les décisions et les résolutions les plus importantes de l'Internationale, concernant tant leur propre parti que les autres partis adhérents à l'Internationale. Dans ce but, le Parti devra organiser des cours, des conférences, des écoles marxistes, etc.

Mais, quelle que soit l'importance de ce travail pour l'éducation des membres du Parti, le renforcement de leur conscience de classe et la compréhension de leurs devoirs de militants révolutionnaires, il ne doit pas faire oublier la nécessité du travail d'éducation parmi les masses ouvrières en dehors du Parti. On peut même dire que ce travail constitue l'une des tâches principales du Parti dans la période pré-révolutionnaire.

Préparer le prolétariat à la révolution, en lui montrant peu à peu la nécessité et l'inéluctabilité, c'est à cette tâche que le Parti doit consacrer la plus grande part de son activité, tant que le développement historique ne l'a pas encore placé devant le problème de la prise du pouvoir immédiat.

Le triomphe de la révolution suppose l'existence de deux sortes de facteurs : les facteurs objectifs, c'est-à-dire les forces capables de renverser le régime capitaliste et d'instaurer un régime nouveau, et les facteurs subjectifs, c'est-à-dire un état suffisamment développé de la conscience de classe du prolétariat pour qu'il ait la notion claire de la tâche à remplir et des méthodes à employer dans ce but.

L'éducation des masses se fait tout d'abord par l'agitation proprement dite, qui utilise les revendications quotidiennes de la classe ouvrière pour montrer à celle-ci l'exploitation dont elle est victime de la part de la bourgeoisie et la nécessité de la lutte pour la défense, tant de ses intérêts immédiats que de ses intérêts généraux de classe. Cette agitation peut et doit emprunter toutes les formes susceptibles de toucher les plus grandes masses possibles d'ouvriers : meetings, affiches, tracts, campagnes de presse, etc.

L'éducation se fait enfin et surtout par l'action politique. Celle-ci se propose deux buts distincts : obtention d'un avantage politique immédiat et éducation des masses ouvrières.

Dans la mesure où elle se propose l'obtention d'un avantage politique immédiat, l'action politique du Parti tend à renforcer la puissance du prolétariat, en vue de la prise du pouvoir. Dans

la mesure où elle se propose l'éducation des masses ouvrières, elle tend à développer en elle la conscience de classe, la volonté de renverser le régime capitaliste et de lutter, dans ce but, derrière le Parti communiste.

Cette action politique du Parti communiste s'exerce dans les différents milieux où ce dernier entre en contact direct avec les masses ouvrières : syndicats, coopératives, associations de locataires, groupes d'anciens combattants, clubs sportifs ouvriers, associations culturelles, etc. Partout où des ouvriers se groupent pour la défense de tel ou tel intérêt particulier, le Parti doit faire pénétrer et répandre son point de vue et ses mots d'ordre. Il est d'ailleurs évident que, selon le but particulier qu'elles se proposent et la nature des intérêts qu'elles défendent, le Parti doit consacrer à ces organisations une part différente de son activité. Celles qui touchent de plus près aux intérêts économiques de classe du prolétariat, tels que les syndicats, devront naturellement absorber la plus grande partie de son activité. Accorder une valeur égale à ces diverses organisations serait, pour le Parti, une erreur dangereuse, en ce sens qu'elle aurait pour résultat une mauvaise utilisation de ses forces.

Cette action politique du Parti, menée au sein des différentes organisations ouvrières et semi-ouvrières, doit évidemment être liée à son travail général d'agitation, l'un et l'autre partant de la défense des intérêts quotidiens de la classe ouvrière pour arriver à la préparation des facteurs objectifs et subjectifs de la révolution sociale. Coordonner ces deux formes d'activité, les développer en tenant compte chaque fois des éléments en présence en vue d'élargir constamment la base de la lutte générale du prolétariat contre la bourgeoisie, tel est le rôle primordial du Parti communiste.

III

Il est une dernière forme d'activité dont nous n'avons pas encore parlé, car elle mérite une mention particulière : l'éducation par l'art.

Ce genre d'activité a été, jusqu'à présent, très mal compris dans le Parti. Certains camarades confondent « éducation par l'art » avec « éducation artistique ». Or, il est clair, pour peu qu'on l'examine de près, que cette soi-disant éducation artistique du prolétariat n'est que l'intoxication de la classe révolutionnaire à l'aide des conceptions artistiques de la bourgeoisie, partant une éducation bourgeoise du prolétariat.

Nous en dirons autant de l'art soi-disant « avancé ». Il est clair, en effet, que l'art « avancé », loin de refléter, comme certains sont portés à le croire, les tendances révolutionnaires de la société, n'est autre chose, en réalité, qu'un phénomène de décomposition bourgeoise. Toutes les écoles d'art « avancé », quels que soient leur programme et leur étiquette : futurisme, cubisme, dadaïsme, suprématisme, etc., ne sont que des reflets, sous des formes différentes, de la décadence de l'idéologie bourgeoise, en contradiction profonde avec l'état actuel de développement des forces économiques et sociales (1).

L'éducation du prolétariat par l'art répond, en

(1) Il a paru, en Italie, un livre de Marinetti, futuriste italien, fasciste notoire, intitulé : *Futurisme et Fascisme*, dans lequel l'auteur montre les rapports existant entre ces deux mouvements, qui découlent, dit-il, de la même source.

réalité, à quelque chose de très différent. Elle signifie, d'une part, la critique de la culture bourgeoise et, d'autre part, le renforcement de sa conscience de classe au moyen de manifestations artistiques exprimant la vie et les souffrances du prolétariat dans le régime actuel, et son effort de libération.

Faire la critique de la culture bourgeoise, c'est en dégager la philosophie sociale, examiner les problèmes qu'elle pose, d'une façon plus ou moins confuse et plus ou moins consciente, sous l'angle de la lutte des classes : c'est donner à ces problèmes une réponse s'inspirant exclusivement du point de vue de classe : c'est, en un mot, montrer le caractère social de la culture bourgeoise, dans le but de soustraire le prolétariat à son influence (1).

Enfin, l'art peut être, aux mains du parti révolutionnaire, un formidable instrument d'éducation, s'il sait refléter, non pas l'idéologie de la bourgeoisie ou de ses couches « avancées », mais bien l'idéologie du prolétariat en lutte, ses conditions de vie et de travail, sa misère, ses souffrances, son effort de libération. C'est donc faire fausse route que d'inviter les ouvriers à des manifestations artistiques d'où le point de vue de classe est complètement exclu et qui ne peuvent, par conséquent, que contribuer à jeter le trouble dans leur esprit (2).

C'est en s'inspirant de ces considérations générales que le Parti pourra et devra renforcer son travail d'éducation révolutionnaire.

Marcel OLLIVIER.

(1) Il ne semble pas, en ce sens, que les rédacteurs de la rubrique « La Vie intellectuelle », dans *l'Humanité*, aient une compréhension suffisamment nette du caractère que doit avoir la critique littéraire ou artistique dans un journal ouvrier.

(2) C'est une erreur qu'on commet trop souvent dans notre Parti, où l'on a pu voir des pièces, telles que *Le Commissaire est bon enfant* ou d'autres analogues, jouées dans des représentations artistiques organisées par les Jeunesses Communistes.

LISEZ LES LIVRES DE LÉNINE :

L'État et la Révolution ;

La maladie infantile du Communisme ;

La Révolution prolétarienne ;

L'Impérialisme ;

Le rôle de la Jeunesse Communiste.

En vente à la Librairie de *l'Humanité*, 120, rue Lafayette, Paris.

AVANT LE CONGRÈS DU P. C. ALLEMAND

La défaite d'octobre

De juillet à novembre, tous les partis de l'Internationale, tous les ouvriers révolutionnaires du monde avaient les yeux fixés sur le Parti communiste allemand. Un même espoir animait tous les révolutionnaires : le Parti communiste allemand va s'emparer du pouvoir politique. Les grandes grèves d'août qui renversèrent Cuno, contre — il faut le souligner — la volonté de la social-démocratie, les centaines de mouvements partiels et les émeutes du début de l'automne, la faillite de la grande coalition dans le Reich, les formidables mouvements de masse d'octobre et de novembre, puis l'entrée des communistes dans le gouvernement de Saxe et de Thuringe et, enfin, l'exécution du gouvernement saxon, portèrent tant l'agitation ouvrière à l'intérieur du Reich, que les espoirs des révolutionnaires dans toute l'Europe, à leur comble. D'un autre côté, un putsch de droite, un putsch de Hitler et de toutes les fameuses « associations patriotiques » paraissait de plus en plus probable. A la frontière de Thuringe, les troupes illégales du capitaine Erhardt menaçaient de marcher sur Berlin. A Munich, von Kahr proclamait la dictature et l'état de siège, puis le général von Lossow, auquel le gouvernement de la grande coalition avait confié tous les pouvoirs en Bavière, se rebellait contre le Reich et passait aux côtés de von Kahr.

C'était l'époque où la situation était telle qu'il fallait choisir : dictature de droite ou dictature du prolétariat. La guerre civile semblait imminente (les journaux social-démocrates et bourgeois s'occupaient eux-mêmes des « problèmes de la guerre civile ») et, tandis que le P. C. A. préparait le soulèvement armé, la bourgeoisie et la grosse industrie, étroitement unies, préparaient le fameux directoire qui devait remplacer le gouvernement Stresemann et dont le général Gallwitz ou le général von Seeckt (on n'a jamais pu savoir exactement) devait prendre la direction. Le procès de Munich a jeté une certaine lumière sur ces événements de novembre et nous espérons pouvoir y revenir tôt ou tard.

Dictature de droite ou dictature de gauche ? C'est la dictature militaire, proposée par les ministres social-démocrates du cabinet du Reich (c'est le ministre de l'Intérieur, le social-démocrate Soumann, qui proposa la proclamation de l'état de siège en Allemagne), qui prit le dessus. La conférence de Chemnitz, tenu le 25 octobre 1923, convoquée par les deux ministres communistes saxons Boettcher et Heckert et par le social-démocrate de gauche Graupe, aboutit à un fiasco énorme. Les social-démocrates de gauche, qui avaient promis leur appui et qui déclaraient, à qui voulait les entendre, « que lorsque le moment serait venu, ils iraient jusqu'au bout et que c'est la raison pour laquelle ils ne veulent être liés par aucun programme », flanchèrent et refusèrent d'engager la bataille. Ils quittèrent la conférence de Chemnitz et les communistes restèrent seuls. La conférence communiste décida alors, « pour ne pas briser le front unique, d'ajourner l'action ». Pendant ce temps, les groupes de la Reichswehr du général Müller envahissaient la Saxe. La terreur blanche commença. Le Comité élu à Chemnitz, comprenant des social-démocrates de gauche, des commu-

nistes et des représentants des coopératives, ne fonctionnait pas et n'arrivait pas à prendre une décision. Le cabinet saxon fut dissous par la force. Communistes et social-démocrates de gauche proclamèrent une grève générale de protestation d'où il ne sortit rien et que les social-démocrates étranglèrent 24 heures plus tard, lorsque le cabinet social-démocrate du docteur Fellisch, soutenu par les démocrates bourgeois, arriva au pouvoir en Saxe.

La lutte était perdue. Au moment où le putsch de Hitler éclata, le 8 novembre, le Parti communiste allemand, comme à bout de ses forces et de son latin, garda le silence. La réaction nationaliste avait triomphé. Dans un combat héroïque — dernières lueurs d'un brasier qui s'éteint ! — les communistes de Hambourg sauvèrent l'honneur du Parti et de l'Internationale. Mais, peu après, le P. C. A. était frappé d'interdiction par le général von Seeckt, et le mouvement révolutionnaire alla en décroissant.

Le prolétariat allemand était vaincu, une fois de plus !

Les causes de la défaite

C'est cette série d'événements qui s'enchaînent les uns aux autres qu'il faut bien avoir en tête pour comprendre quelles sont les fautes commises par le P. C. A. en 1923.

Les causes de la défaite d'octobre ? C'est là un bien long chapitre qui, pour être traité sérieusement, nous obligerait de remonter bien loin dans l'histoire du P. C. A. ou tout au moins jusqu'au 3^e Congrès de l'Internationale communiste — source de bien des déviations à droite dans tous les partis de l'Internationale.

Mais voyons tout d'abord les causes directes de la défaite d'octobre avant de remonter aux « causes de ces causes ».

La politique saxonne du P. C. A., que ce dernier traitait après lui comme un boulet, depuis des mois déjà, a complètement paralysé l'action du Parti, au mois d'août, lors des grandes grèves de Cuno. Immédiatement après le Congrès de Leipzig de janvier 1923, l'aile droite du Parti, qui était arrivée au pouvoir, commença une politique nettement opportuniste en Saxe. La politique saxonne peut être jugée comme une fausse interprétation du front unique, que le Comintern aurait pu éviter. Pendant de longs mois, les communistes saxons soutinrent un gouvernement social-démocrate de gauche qui envoyait la troupe et la police contre les ouvriers avec la presque complicité des communistes, qui auraient dû à ce moment le renverser et dénoncer sa politique anti-ouvrière.

C'est cette politique qui a paralysé le P. C. A. pendant les grandes grèves d'août. Notre devoir est de reconnaître tout franchement que la Centrale du P. C. A. n'a pas jugé la situation du mois d'août d'une manière objective et à sa juste valeur. En août, lorsque les grandes grèves politiques éclatèrent, qui renversèrent Cuno et mirent la social-démocratie dans une situation semblable à celle des 10 et 11 novembre 1918, la situation était beaucoup plus révolutionnaire que le P. C. A. ne l'a cru à ce moment. Il le reconnaît aujourd'hui. A ce moment, le P. C. A. n'aurait pas dû se contenter de renverser Cuno. Il aurait dû pro-

fit de la situation pour conquérir de nouvelles positions plus avancées. Il ne l'a pas fait, trop préoccupé qu'il était par sa politique saxonne, et ce fut le début de la défaite d'octobre.

Mais la politique saxonne devait conduire à des erreurs plus graves encore. Elle conduisit le Parti à prendre des habitudes parlementaires. L'entrée des communistes dans le gouvernement de Saxe, qui devait être le point de départ d'une action de masse, ne fut qu'une vulgaire manœuvre parlementaire et une comédie social-démocrate. Un beau matin — la presse communiste était étouffée — les ouvriers allemands apprirent par la presse bourgeoise et social-démocrate « que les communistes avaient considérablement modifié leur programme radical pour entrer dans le gouvernement saxon ». Les communistes entrèrent sans condition dans le gouvernement, et personne n'eut l'impression que nous nous trouvions au début d'une nouvelle action. A ce moment, le P. C. A. agissait en opportuniste et réformiste et masquait son réformisme par des phrases révolutionnaires. Le Parti communiste allemand se dupa lui-même et se grisa de mots, parce que trop à droite. Ce sont les erreurs qu'il faut reconnaître tout franchement, car c'est la condition première pour les réparer.

J'étais présent, à Dresde, le jour de la proclamation du gouvernement du docteur Zeigner. Après la lecture de la déclaration gouvernementale, déclaration timorée et qui déçut bien des camarades, « déclaration plus républicaine que prolétarienne », quelques camarades présents dirent : « Le P. C. A. a commis une faute qu'il expiera durement ! » Dans l'après-midi du même jour, les ministres communistes Boettcher et Heckert reçurent les délégations ouvrières, venues pour la plupart de Saxe. J'ai entendu les discours des délégués ouvriers, leurs revendications, et je me suis rendu compte de ce qu'ils attendaient du gouvernement saxon. Ils n'attendaient pas la révolution. Ils réclamaient du pain, des souliers, des vêtements, de plus fortes allocations aux chômeurs, une aide aux familles nombreuses, et quelques-uns revendiquèrent l'armement du prolétariat.

Cet état d'esprit était significatif. Voilà ce que la classe ouvrière, qui n'avait pas de journaux communistes à sa disposition pour l'éclairer, attendait des communistes. Et pourquoi ? Parce que toute la presse bourgeoise et social-démocrate criait « à la déviation à droite des communistes » et parce que surtout l'attitude opportuniste du Parti légitimait cette opinion. Que l'entrée des communistes dans le gouvernement saxon ait été conçue par la Centrale du P. C. A. comme une manœuvre, c'est un fait indiscutable. Mais cette manœuvre fut entachée, dès le début, d'illusions parlementaires indéniables, d'opportunisme et voire de réformisme. Ce n'est pas dans ces conditions qu'elle aurait dû être entreprise. Elle n'aurait surtout pas dû être le résultat de combinaisons parlementaires plus ou moins louches que la classe ouvrière n'a pas saisies. Le gouvernement ouvrier saxon aurait dû être élu et soutenu par un Congrès des Conseils d'entreprises, des centuries prolétariennes et des Comités de contrôle de Saxe. Les social-démocrates de gauche auraient alors été contraints, dès le début, d'adopter une attitude nette. L'on aurait ainsi évité toute confusion dans la classe ouvrière ; et la presse bourgeoise et social-démocrate n'aurait pas pu tromper les travailleurs allemands sur les intentions du P. C. A.

Chacun aurait compris ce que personne n'a compris, et l'action révolutionnaire aurait immédiatement suivi la proclamation du gouvernement ouvrier. La lutte se serait-elle terminée par une défaite ou par une victoire ? C'est là une question d'un autre ordre d'idées, mais, ce qui est certain, c'est que le gouvernement du Reich, qui a toléré deux semaines environ le gouvernement socialiste-communiste de Saxe, n'eût pas toléré 24 heures un gouvernement nommé par la masse ouvrière organisée. Et les communistes saxons n'auraient pas été entraînés à droite par les fameux social-démocrates de gauche. Telle est la faute centrale de l'action d'octobre.

Mais restons sur le terrain de l'ancienne Centrale du P. C. A. (Brandler). Qu'a fait le gouvernement socialiste-communiste durant les onze jours qu'il fut au pouvoir ? Rien, absolument rien. Il n'a signalé sa présence au monde par aucun geste vraiment révolutionnaire. Il aurait pu, au moins, faire un beau geste et ordonner, par exemple, la socialisation des usines en Saxe. Il n'a même pas fait cela !

Ce sont les grosses erreurs (et nous ne signalons que les principales) qui ont conduit à la défaite d'octobre. Mais alors, comment se fait-il que le grand Parti communiste allemand, véritable parti de masse, en qui les prolétaires du monde entier avaient une confiance inébranlable, comment se fait-il que ce grand parti ait commis ces erreurs ?

Les véritables sources de la défaite

Notre devoir de communistes est de rechercher sans hypocrisie, car c'est là notre force, quelles furent les sources des causes de la défaite d'octobre et de la comédie qui se joua en Saxe. Nous les trouvons dans les thèses adoptées au Congrès de Leipzig de janvier 1923.

« ...Le gouvernement ouvrier, comme chaque position du prolétariat dans le cadre de l'Etat bourgeois-démocratique... » ; puis, « ...le gouvernement ouvrier ne peut être qu'une concession des chefs réformistes à la combativité de la classe ouvrière... »

« Le Parti communiste, ajoute la même résolution sur le gouvernement ouvrier et le front unique, considère le gouvernement ouvrier comme le seul gouvernement qu'il peut soutenir dans la période actuelle de la lutte du prolétariat... » Et plus loin encore : « La participation du gouvernement ouvrier signifie pour le Parti communiste la préparation à la lutte commune avec les partis ouvriers réformistes. »

Cela nous suffit. Nous avons mis le doigt sur la plaie. Nous avons là une interprétation tout à fait opportuniste, voire réformiste, du gouvernement ouvrier, qui, selon l'Internationale Communiste, ne pouvait être qu'un mot d'ordre propre à mobiliser les larges masses ouvrières. L'erreur commise par ces thèses est tout aussi grossière que celle commise par certains communistes, qui n'ont pas rougi d'appeler le cabinet Mac Donald un « gouvernement ouvrier ». Fausse interprétation du front unique et du gouvernement ouvrier, voilà les sources de la défaite d'octobre. « Un gouvernement ouvrier dans les cadres de la démocratie bourgeoise », cela signifie : révision de la théorie communiste de l'Etat et de la théorie léniniste de la disparition de l'Etat. Nous nous trouvons là en face d'une théorie révisionniste,

qui conduit ni plus ni moins à la liquidation du Parti communiste. En effet, « les partis réformistes » qui « veulent combattre avec nous » rendent superflue l'existence du Parti communiste. Supposer que les partis réformistes pourront conduire la lutte révolutionnaire du prolétariat, c'est oublier toutes les trahisons de la social-démocratie et le caractère contre-révolutionnaire des partis social-démocrates.

Certains camarades trouveront peut-être que l'ai, ici, été dur et injuste à l'égard du P. C. A. A ceux-là je répondrai: « Nous aimons profondément notre Parti allemand, dont tous les communistes ont le droit d'être fiers et qui, malgré tout, reste le meilleur parti de l'Internationale.

Nous sommes durs parce que nous l'aimons et parce que nous voulons qu'il fasse mieux à l'avenir. Lui-même le veut et le peut. Il ne redoute pas la critique au grand jour, car elle est un moyen de faire la clarté et de cimenter la véritable unité. Il ne redoute pas la critique franche, car il sait que ceux qui la redoutent ne sont pas des bolcheviks et n'ont rien à faire avec l'Internationale Communiste. »

Dans notre prochain article, nous analyserons la crise que le P. C. A. a traversée, les différences entre la Gauche, le Centre et la Droite, ce que veut la Gauche, les résultats des discussions dans le Parti et les tâches du prochain Congrès.

Pierre FRANKLIN.

Le Congrès de la Fédération Berlin-Brandebourg

Le Congrès du Parti de Berlin-Brandebourg s'est tenu le 23 mars dernier, à Berlin. Le camarade Geschke ouvrit le Congrès et envoya le salut du Parti aux prisonniers politiques, puis les délégués, debout, honorèrent la mémoire des victimes de la révolution prolétarienne et du camarade Lénine. Le Congrès adopta à l'unanimité une résolution exprimant sa solidarité avec tous les combattants de la révolution prolétarienne, il salua les combattants de Hambourg, les centaines d'ouvriers saxons et de Thuringe enfermés dans les prisons de la république de Ebert, il renouvela son salut aux camarades qui, depuis des années, sont enfermés dans les prisons, les cachots et les forteresses de la réaction bavaroise, et adressa son salut révolutionnaire au camarade Max Hoelz. Le Congrès assure les prisonniers politiques que le Parti est décidé à entreprendre la lutte pour les libérer, et qu'il pense sans cesse à eux.

Les différents rapports

Le secrétaire de l'organisation de Berlin présente son rapport sur la manière dont le parti allemand est sorti de l'illégalité. De nombreuses sections n'ont pas organisé immédiatement des assemblées publiques, et les sections qui en organisèrent n'ont pas communiqué les résultats à la direction du Parti. La propagande a également laissé à désirer. Pendant l'illégalité, la propagande fut beaucoup plus forte. Puis le secrétaire syndical lit son rapport sur l'activité du secrétariat syndical, il signale que lorsqu'il a pris son poste, 60 à 70 % seulement des communistes étaient organisés dans les syndicats. Ce pourcentage diminua encore l'an dernier et atteignit son niveau le plus bas au moment des grèves d'août dirigées contre Cuno. Ce que le Parti communiste a fait dans les syndicats est connu, et il suffit de signaler qu'à la dernière votation de la Fédération des ouvriers sur bois, les candidats communistes ont eu la majorité. Le devoir des communistes est de mener une agitation intense parmi les ouvriers non syndiqués.

Les progrès dans l'organisation des femmes

Après quelques mots du caissier, la secrétaire de l'organisation des femmes présente son rapport sur le mouvement des femmes communistes. Durant les journées d'octobre, le mouvement des femmes communistes fut très intense. De nombreuses démonstrations de femmes ont été organisées dans toutes les parties du Reich, qui exigèrent du pain, du travail et la libération des prisonniers politiques. Lors de la grève des métallurgistes, les femmes ont manifesté devant les

entreprises. Elles ont récolté de l'argent et des produits alimentaires en faveur des grévistes. Durant la propagande illégale, de nombreuses assemblées ont été tenues, et la Fédération a fait des centaines d'adhésions. Le mouvement a fait de grands progrès parmi les ouvrières métallurgistes, parmi les ouvrières de l'habillement et chez les ouvrières de l'art graphique. La section des femmes publiera, prochainement, un nouveau journal, intitulé *Die Arbeiterin* (L'Ouvrière). Dans le district de Brandebourg, la situation n'est pas très bonne. Dans trois localités seulement les groupes de femmes sont actifs. Pendant la période électorale, le Parti aura le devoir de développer une grande activité parmi les femmes pour empêcher qu'elles ne passent aux fascistes.

La position des jeunesses

Un camarade de la Jeunesse Communiste déclara que la section de Berlin-Brandebourg était entièrement derrière le Parti. La Jeunesse, immédiatement après la levée de l'état de siège, a repris son activité intense. Ce n'est qu'avec peine, déclara le rapporteur, que la Jeunesse a adopté le point de vue de l'opposition berlinoise. Dans les questions tactiques la Jeunesse s'est placée le plus souvent sur le terrain de la droite.

L'analyse de la défaite d'octobre

Ces rapports, une fois adoptés, le secrétaire politique présente le sien. Il déclare que le Congrès de Berlin-Brandebourg a lieu à un moment décisif de l'histoire du Parti. L'opposition berlinoise s'appête à reprendre la direction de tout le Parti. Le rapporteur attaque vivement l'ex-centrale du Parti qui a refusé de combattre. Brandler et ses amis, ajoute-t-il, savaient qu'ils ne pourraient arriver à aucun accord avec les camarades de Berlin dans le but de collaborer avec la social-démocratie. C'est la raison pour laquelle, cette soi-disant action se fit dans la Thuringe et la Saxe petit-bourgeoises. Les événements de l'an dernier nous prouvent que le P.C.A. est dans l'Internationale, le parti qui a le plus de tendances révisionnistes. A Berlin, on ne comprit pas immédiatement où la tactique Schlageter et Rewentlow conduirait. Cette tactique était sans aucun doute une tentative de révision des principes de la III^e Internationale. Le schlagetisme et la tactique du front unique gagnèrent des masses, mais cette grande affluence au P.C. ne fut que passagère, et cela nous montre ce que valèrent ces tactiques. La gauche ne veut pas transformer le Parti en une secte, mais elle ne veut pas gagner les masses en prenant un masque social-démocrate. Elle veut attirer les masses au communisme en développant les revendications communistes.

375

Les grandes grèves de Hambourg et de l'industrie chimique, dans le Reich, sont un signe du réveil prochain de la classe ouvrière allemande, et prouvent que le Parti reprend son activité. Mais ces grèves et ces combats n'ont pas encore un visage communiste. Dans ces grèves et ces luttes, on continue à préconiser cette tactique du front unique : « Ouvriers communistes derrière leur drapeau, ouvriers social-démocrates derrière le leur, tous les deux formant un seul front. » Le front unique doit présenter ce tableau : Le Parti communiste en tête des masses.

En octobre dernier, le moment historique était venu de livrer le combat décisif, mais la Centrale de Brandtler ne voulut pas combattre et ne livra même pas des combats d'arrière-garde. Les masses étaient prêtes à la lutte, mais la Centrale ne pensa qu'à l'alliance avec la gauche social-démocrate. Le moment historique passa, et notre devoir, aujourd'hui, est de reconstruire ce que nous avons perdu. Les ouvriers reconnaissent aujourd'hui que la gauche avait raison, mais nous ne tirons aucune fierté de ce fait. Ces mêmes ouvriers auraient dû reconnaître cette vérité deux fois plus vite, c'est-à-dire, avant le Congrès de Leipzig. Le Parti aurait alors conduit le prolétariat à une révolution d'octobre, et la situation serait tout autre aujourd'hui.

Une des erreurs de la Centrale fut de soutenir le caractère économique des luttes et d'empêcher, comme en novembre dernier, lors du mouvement des typographes en faveur de la levée de l'interdiction prononcée contre la *Rote Fahne*, la proclamation de la grève générale à Berlin.

La situation dans le Parti

Parlant de la situation dans le Parti, le rapporteur déclara qu'au point de vue idéologique comme au point de vue de l'organisation, le Parti était en fait divisé en deux parties. Aucune collaboration n'était possible entre l'organisation de Berlin et la Centrale de Brandtler. Au moment des grèves de Cuno, la Centrale sabota le mouvement des Conseils d'entreprises. Lorsque la question de la grève générale se posa, la Centrale préconisa la tactique de la résistance passive. La grève générale éclata, de ce fait, une semaine trop tard. La tâche concrète du prochain Congrès du Parti serait de déterminer quelle est la situation de la classe ouvrière après la défaite d'octobre, de prendre une position tout à fait nette dans la question de la journée de huit heures, de l'abaissement des salaires, et dans la question du chômage. La classe ouvrière doit, aujourd'hui, payer les fautes commises par le P.C.A. La stabilisation du mark a permis à la bourgeoisie de se ressaisir et de continuer l'offensive contre la classe ouvrière. De nombreux ouvriers sont, aujourd'hui, à l'écart de toute organisation ouvrière, et le devoir du Parti sera de les reconquérir. Le Parti devra, en outre, organiser une liaison étroite entre les chômeurs et les ouvriers dans les usines ; c'est une question de vie ou de mort pour la classe ouvrière allemande. Au prochain Congrès, le Parti aura une majorité de gauche qui cherchera à gagner la classe ouvrière à la révolution prolétarienne, qui sera décidée à organiser la lutte pour le pouvoir politique, et préparer un nouvel octobre et où l'on ne voudra pas seulement des luttes d'arrière-garde, mais d'avant-garde. Le rapporteur attaque ensuite le centre, il déclare que le centre n'est qu'une coalition de droitiers, il n'existe pas, ce n'est qu'un masque. La gauche devra chercher à transformer cet enfant en jeune homme raisonnable. Nous devons attirer à nous tous les bons éléments du centre, et en particulier les éléments de Halle et les ouvriers saxons.

L'exposé centriste

Le délégué du centre présente ensuite son rapport et déclare qu'il approuve la tactique syndicale de la gauche. La gauche, ajoute-t-il, a déjà eu la majorité d'un Congrès du Parti, et cela à Jéna. On ne doit pas négliger ce fait, à Jéna, la gauche a élu une Centrale de gauche, votre président Friesland devint secrétaire gé-

néral du Parti ; il ne faut pas oublier que le Congrès de Jéna a eu lieu après une défaite de la classe ouvrière et que le prochain Congrès du Parti aura lieu après une défaite ouvrière. C'est la défaite qui aide la gauche à triompher, aussi faut-il diriger son attention sur la politique de cette gauche. C'est pourquoi nous devons éviter les fautes commises à Jéna et éviter aussi les fautes commises par la dernière Centrale élue à Leipzig. Le centre a empêché, à un moment critique, en se formant à temps, une scission ou de graves conflits dans le Parti. La position du centre est affaiblie par le fait que la droite cherche à entrer dans le groupe du centre, mais le centre a déjà repoussé de nombreux camarades de droite, et il empêchera qu'il ne devienne le centre de ralliement de tous les droitiers. Nous ne pouvons pas nous empêcher de constater que plusieurs éléments de droite font maintenant partie de la gauche. Après Jéna, de nombreux gauchistes (Friesland) allèrent si à droite, qu'ils tombèrent dans les rangs de la social-démocratie, et il est possible, cette fois, que certains gauchistes deviennent encore plus droitiers que les droitiers actuels. Le rapporteur parvint ensuite de la tactique du front unique. Il reconnaît que le Parti ne doit faire, à l'avenir, aucune concession à la social-démocratie. Ses mots d'ordre devront être : « Socialisation et dictature du prolétariat. » Mais il faut malgré tout chercher le chemin qui nous permettra de gagner la majorité de la classe ouvrière. Le centre est d'accord qu'au moment où la vague révolutionnaire décroît, le Parti doit rester un Parti communiste. Mais le rapporteur croit que le développement révolutionnaire est en progression. Les organes du front unique qui ont été créés doivent servir aujourd'hui à gagner la majorité des ouvriers. Le P.C.A. doit prendre comme mot d'ordre : « Front unique par en bas. » Cette tactique est nécessaire, si l'on veut empêcher les masses de tomber sous l'influence des *veelkisch*. Après une courte discussion, le Congrès adopta à l'unanimité la résolution suivante :

La résolution votée

« Le Congrès du Parti communiste de Berlin-Brandenburg approuve la position adoptée par la direction de Berlin dans la question des combats d'octobre et dans la question tactique. Le Congrès attend du Congrès du Reich qu'il adopte le point de vue que l'organisation de Berlin a défendu pendant trois ans et que la majorité du Parti a fait sien. Le Congrès attend du Congrès du Reich que ce dernier liquide la crise dans le Parti, qu'il élabore un programme d'action unique et fasse les préparatifs pour la reprise immédiate de l'activité du Parti, dans le but de gagner les masses prolétariennes à la révolution prolétarienne.

« L'organisation de Berlin est consciente du fait que la situation créée dans le Parti met en jeu sa responsabilité. Le Congrès du Parti s'adresse à tous les membres et militants de l'organisation de Berlin-Brandenburg, il exige d'eux leur collaboration active, leur participation aux discussions politiques et à la vie du Parti. Il demande aux membres et militants d'arracher aux chefs réformistes, aux *veelkisch*, de larges masses ouvrières de la ville et de la campagne, de façon à ce qu'il puisse conduire la classe ouvrière à la dictature prolétarienne.

« Le Congrès attend de l'Exécutif de l'Internationale Communiste qu'il ne tienne pas compte des efforts du centre qui est maintenant dans la minorité, et qui veut, malgré tout, comme le prouve le télégramme du Congrès de Halle-Mersebourg, exercer une influence sur la direction du Parti. Le Congrès espère que l'Exécutif soutiendra la direction de gauche élue par le Congrès du Reich à une majorité écrasante.

« Ce n'est que si la majorité de gauche comprend comment elle devra diriger tout le Parti, et ce n'est que si elle empêche tout groupement luttant contre la nouvelle direction, qu'elle arrivera à transformer le Parti en un groupe uni, condition première de la victoire du prolétariat allemand. »

Marcel RIVIERE.

Berlin, le 26 mars 1924.

La Situation dans le Parti Allemand

La crise dans laquelle se trouve le Parti allemand depuis Octobre a amené un sérieux regroupement. Comme on sait, la majorité d'autrefois du Parti s'est, immédiatement après Octobre, partagée de telle façon qu'à côté de l'ancienne opposition de gauche sont apparus une droite et un centre. Dès le retour des délégués de Moscou, la discussion s'engagea dans tout le Reich. La droite, représentée par Brandler et par Thalheimer dans la Centrale et dans les débats du Comité central du Parti, a maintenant disparu complètement de la discussion du Parti. Immédiatement après le Comité central, Brandler a pris un congé de trois mois pour cause de maladie, et les autres camarades de la droite ont jusqu'ici, en dépit de nos invitations, refusé de défendre leur point de vue, aussi bien dans les organisations du Parti que dans les assemblées de militants responsables ou dans la presse, de sorte que la véritable discussion ne s'est instituée qu'entre le centre et l'ancienne opposition de gauche. Mais la disparition de la droite dans la discussion au fond n'est pas réelle, et les débats de la Centrale et du Comité national ont montré qu'il existe des tendances contre lesquelles il faudra en toute circonstance mener la lutte, tendances qui, sans doute, n'apparaissent encore que d'une façon voilée et n'ont pas encore été formulées par leurs défenseurs de façon nette et claire.

Les tâches du centre

Le groupe du centre qui, d'accord avec la gauche et au retour de Moscou, a écarté de la direction de la Centrale les camarades de droite et formé lui-même la majorité de la Centrale, a exprimé largement sa conception de la tactique du Parti dans une longue thèse. Sa formation a été laborieuse, car presque tous les camarades, jusqu'à ces derniers mois, avaient travaillé ensemble dans la majorité du Parti avec les camarades actuels de droite et avaient montré au début encore plus d'une hésitation et pas mal d'obscurité de pensée.

Aussi fallut-il un certain temps pour que le centre prenne et affermissse clairement sa position, aussi bien au point de vue de l'idéologie que de l'organisation. La tâche principale de ce groupe a été alors de tourner la majorité du Parti vers la lutte contre les tendances et les groupements de droite. Et comme Brandler a été jusqu'en Octobre le chef incontesté de la majorité, ce combat contre les tendances de droite fut avant tout, dans la pratique, un combat contre Brandler. Les premiers efforts pour la formation du centre datent d'avant Octobre. C'est d'ailleurs depuis le Congrès de Leipzig déjà qu'à l'intérieur de la majorité ont surgi de sérieuses explications entre Brandler, d'une part, et les camarades qui dirigent aujourd'hui le centre, explications qui, pendant les événements d'Octobre, sont devenues ensuite de plus en plus violentes et, après Octobre, ont amené la rupture complète avec Brandler. La raison immédiate de cette scission, ce furent les luttes à propos de la tactique du Parti avant, pendant et après les événements d'Octobre. Sur la voie à suivre par le Parti à ce moment, les divergences entre Brandler et le groupe en formation apparurent de plus en plus profondes. Aussi, les camarades du centre exprimèrent-ils dans des thèses particulières leur

point de vue sur les grosses fautes de la lutte d'Octobre.

La position de la droite

Mais les dissentiments sur la tactique d'Octobre sont moins importants que les profondes divergences de vues sur les questions fondamentales de la tactique communiste. Tout d'abord, sur le rôle et le caractère des Partis communistes et puis aussi sur la conception communiste de l'Etat de classe capitaliste. Chez Brandler, on trouve dans ses discours et ses articles souvent des assertions sur la forme démocratique de l'Etat et son utilisation par le prolétariat, assertions qui sont à peine admissibles au point de vue communiste et qui, parfois même ne le sont pas du tout. Et comme ces assertions, en dépit de violents débats dans le Parti, se retrouvent et se répètent toujours à nouveau chez lui, il s'agit bien là d'une ligne politique déterminée, dangereuse, et qu'il faut absolument écarter et combattre, car on ne saurait permettre une altération de la conception communiste fondamentale sur l'essence de la démocratie et de la dictature prolétarienne. La seconde divergence se rapporte à la conception du rôle du Parti communiste. Alors que Brandler, dans toute sa tactique, donnait une importance principale à la formation d'un parti de masse, le centre et la gauche, dans tous les débats, ont souligné maintenant avant tout la nécessité de la formation d'un parti de masse communiste. S'appuyant sur l'exemple du Parti bolcheviste, ils affirmaient la nécessité d'insister surtout sur la formation d'un noyau dans le Parti nettement révolutionnaire rompu aux points de vue théorique et tactique et qui en serait l'épine dorsale et la base. Certes, la meilleure méthode pour la formation de Partis communistes de masse est encore discutée. Il est intéressant de constater que les camarades de l'opposition de droite en Allemagne, de même que Radek aussi, se recommandent de la conception de la camarade Rosa Luxembourg en ce qui concerne la forme d'organisation d'un Parti révolutionnaire, conception dans laquelle la camarade Luxembourg se différenciait déjà alors essentiellement de la conception de Lénine et se rapprochait sans aucun doute de celle des mencheviks. Il est tout à fait nécessaire, surtout à l'heure actuelle, d'arriver à une clarté complète dans l'Internationale sur cette question et de dégager fortement les différences entre le point de vue de Rosa Luxembourg et celui de Lénine. Les camarades du centre allemand, ainsi que ceux de la gauche s'en tiennent à la conception de Lénine sur le caractère et le rôle du Parti et écartent la conception de Rosa Luxembourg. En dernière analyse, il s'agit également, ici, de la question de la nécessité de Partis communistes dans des périodes déterminées. N'était-ce pas Thalheimer qui, au moment de la crise du K.A.P.D. (Parti communiste ouvrier allemand), soulignait cette phrase, que si les chefs de ce groupe avaient raison lorsqu'ils prétendaient que nous étions à la veille d'une longue stagnation révolutionnaire, il faudrait, sans aucun doute, faire une politique vraiment réformiste, c'est-à-dire socialiste, conception qui s'écarte complètement de la conception léninienne suivant laquelle c'est précisément dans de semblables périodes de reflux révolutionnaire

qu'il faut réaliser la formation d'un Parti communiste et avant tout d'un noyau clairement communiste, qui deviendra dans les luttes révolutionnaires ultérieures l'ossature solide d'un grand parti de masse révolutionnaire ? De ce jugement sur le rôle du Parti communiste dépendent aussi toute une série d'autres questions de tactique, par exemple *quand* et *comment* peut être employée la tactique du front unique et comment on la conçoit (soit comme une politique d'alliance avec les réformistes, soit comme une méthode d'agitation et de mobilisation des masses pour arriver à démasquer et à détruire les partis socialistes), comment l'on juge et l'on traite les socialistes de gauche, comment on emploie les mots d'ordre transitoires dans des périodes déterminées, finalement aussi comment on doit traiter ce qu'on appelle les éléments de gauche dans les Partis communistes. Dans la conception des camarades de droite, on constate aussi que, lorsqu'ils jugeaient tous les événements d'Octobre, ils ne parlaient presque que des causes objectives de la défaite, alors que les camarades du centre cherchaient avec raison à dégager surtout les causes subjectives, c'est-à-dire les fautes, les lacunes et les faiblesses de notre propre parti.

Dans la lutte du centre contre ces déviations de droite, les camarades de ce groupe ont exigé, après Octobre, une sérieuse orientation à gauche, c'est-à-dire une véritable bolchévisation du Parti communiste allemand. Pour l'exécution de cette tâche et étant donné la situation dans le Parti allemand, le travail en commun avec l'opposition de gauche est indispensable.

Les divergences entre le centre et la gauche

Le groupe du centre a exprimé, aussitôt après Octobre, sa volonté sérieuse de travailler dans le Parti avec l'ancienne opposition de gauche, de mener, d'accord avec elle, la lutte contre les tendances de droite et de provoquer un renforcement du Parti. Pour cela, il s'agissait avant tout de mettre vraiment fin à l'état de guerre qui régnait jusqu'alors entre l'opposition de gauche et la majorité. Dans le travail en commun de la Centrale concernant les tâches pratiques actuelles du parti, cette communauté d'efforts ne fut pas difficile à réaliser. En revanche, les discussions sur la tactique entre l'opposition de gauche et le centre se manifestèrent plus sérieuses. En première ligne, la lutte s'engagea au sujet des deux divergences les plus importantes entre les deux groupes, notamment au sujet de *la tactique pendant les événements d'Octobre* et de *la tactique du front unique*. Dans ces deux questions, les orateurs de l'opposition de gauche ne s'en tinrent point, pendant tous les débats, à la plate-forme de conciliation établie à l'Exécutif de Moscou, mais ils soutinrent leur propre point de vue. Ils firent de même sur les événements d'Octobre, où le combat décisif aurait dû être engagé en toute circonstance, car, d'après l'opposition de gauche, toutes les conditions existaient pour une victoire de la classe ouvrière. Ils chargèrent la droite, de même que les représentants du centre, de la responsabilité de n'avoir pas engagé le combat. Les camarades du centre ont défendu cette idée que surtout avant, mais aussi pendant et après les journées d'Octobre, le Parti a fait toute une série de lourdes fautes, grâce auxquelles le combat final armé n'était plus possible au moment décisif sans amener une défaite certaine et grave. Cette tactique d'Octobre, dans les débats actuels du Parti allemand, joue le rôle principal, et comme le gros du Parti aspirait au combat final armé, c'est ce facteur qui,

dans le changement sérieux d'état d'esprit au sein du Parti, a joué le rôle principal et a déterminé l'orientation des masses des adhérents vers l'ancienne opposition de gauche. Ce changement, en même temps qu'il permet une certaine appréciation des rapports de forces en octobre, est, au fond, un signe tout à fait sain de l'état d'esprit combatif et révolutionnaire du Parti allemand, en même temps qu'il est naturellement aussi une réaction contre les lourdes fautes qui ont été commises en Octobre par la majorité du Parti et dont les camarades du centre, eux aussi, sont plus ou moins responsables, puisqu'ils n'ont pas essayé à temps de mettre fin à la politique de Brandler qui leur paraissait fautive en beaucoup de points.

La gauche contre le front unique

C'est la tactique du front unique, qui est le second point de friction le plus important. Le centre dit qu'en Allemagne, dans l'application de la tactique du front unique, il a bien été commis des fautes sérieuses et lourdes, surtout en Saxe, mais que, pourtant, dans la ligne fondamentale, l'exécution de la tactique du front unique en Allemagne jusqu'à l'été de l'année dernière a été juste et efficace. C'est à la façon d'appliquer cette tactique qu'il faut attribuer le grand afflux de masses prolétariennes allemandes au Parti communiste et le sérieux affaiblissement du Parti social-démocrate. La gauche, au contraire, est de tout autre avis, non sans divergences, d'ailleurs, dans son sein. Une partie des camarades de gauche repousse le principe même de la tactique du front unique et l'utilisation de mots d'ordre transitoires en général ; d'autres en acceptent le principe, mais déclarent que les Partis communistes et le Parti allemand n'ont pas une fermeté suffisante pour employer une semblable tactique sans grands dangers, ce qui, dans la pratique, les amène à la condamner ; d'autres, enfin, sont pour la tactique du front unique, mais objectent que cette tactique n'a été employée en Allemagne que d'une façon fautive et réformiste. La camarade Ruth Fischer, par exemple, a présenté, au Congrès fédéral rhéno-westphalien sud, une résolution où il est dit : « La politique du front unique du gouvernement ouvrier et de la saisie des valeurs réelles ont été l'expression d'un courant réformiste dans le Parti allemand », présentant ainsi sans réserve la tactique du front unique comme réformiste et, par suite, condamnable. À ce même Congrès fédéral, Ruth Fischer a déclaré dans son rapport que « la tactique du front unique n'avait conduit jusqu'ici à aucun succès dans aucun pays ». De là aussi la demande logique de l'opposition de gauche de rompre radicalement avec le front unique du Comintern. Alors que sur les questions pratiques du front unique en Allemagne, il n'existe maintenant aucune différence entre la gauche et le centre, le centre se sépare de façon complète du point de vue de l'opposition allemande de gauche, qui consiste à rompre partout maintenant avec la tactique du front unique, alors que les conditions nécessaires pour ces changements ne se sont pas développées comme en Allemagne.

Le centre et la politique de gauche

Les discussions dans le Parti pendant ces six dernières semaines ont amené un changement complet dans le Parti, assuré une majorité certaine à l'ancienne opposition de gauche, de sorte que celle-ci, au prochain congrès, aura pour elle certainement au moins 70 % des délégués. L'an-

cienne opposition berlinoise va donc, à partir de maintenant, assurer la direction du Parti. Ce changement, qui est dû surtout aux événements d'Octobre, montre qu'il y a dans le Parti une volonté de combattre sinon tout à fait claire, du moins vigoureuse et qui cherche une nouvelle voie et de nouveaux chefs. L'orientation de gauche qui en est résultée, nous autres camarades de la gauche, nous la saluons également, mais nous avons quelque appréhension au sujet de la nouvelle direction du Parti par l'ancienne opposition de gauche. Nous craignons avant tout qu'à cause de la conception des camarades de gauche en ce qui concerne la tactique du front unique, la gauche n'applique à l'avenir une tactique mécanique rigide sans souplesse qui enlève au Parti, dans des situations souvent difficiles, toute capacité de manœuvre. Au sortir d'une période d'une trop grande mobilité, le Parti peut tomber maintenant très facilement dans une politique trop dogmatique. Sous ce rapport, c'est surtout dans l'exécution prochaine de la tactique syndicale en Allemagne que nous voyons des dangers sérieux, bien que ce ne soit pas, cependant, sur la ligne de cette tactique qu'il y ait des différences entre la gauche et le centre, mais seulement sur l'application de cette ligne, car il pourrait être commis là des fautes graves, néfastes même. D'ailleurs, il n'y a pas du tout unité de points de vue dans l'opposition de gauche sur la question syndicale. Nous craignons aussi que les nouveaux chefs de gauche du Parti ne se dressent pas avec assez de vigueur contre les courants non communistes, c'est-à-dire contre ces courants semi-syndicalistes, semi-ouvriéristes de l'opposition de gauche, qui ne constituent pas encore sans doute de danger sérieux, mais à l'occasion desquels nous souhaitons néanmoins de ne pas se renouveler les anciennes fautes dans la fausse tactique à l'égard de semblables courants. En dépit de ces dangers, les camarades du centre s'efforcent de travailler

sérieusement et d'accord avec la gauche. Malheureusement, cette volonté n'est pas aussi générale de l'autre côté, et il se manifeste dans l'opposition de gauche une forte propension à écarter les camarades du centre non seulement de la direction du Parti, mais aussi de tous les autres organismes, conception qui peut vraiment empoisonner et gravement affaiblir le Parti, car souvent ce sont les camarades du centre qui constituent les meilleurs militants actifs du Parti, alors que l'opposition de gauche manque vraiment de camarades aptes au travail du Parti. Nous espérons que la direction de la gauche résistera à ce courant et qu'elle réalisera vraiment le travail avec les camarades du centre, non seulement dans la Centrale, mais aussi dans tout le Parti. C'est au congrès qui se tiendra tout prochainement que le Parti va se donner une nouvelle direction de gauche et de nouvelles directives. Le développement ultérieur du Parti allemand dépendra, par la suite, avant tout de cette nouvelle direction. Placée aux postes responsables, si elle apprend à mener une politique claire et communiste, un regroupement dans le Parti, c'est-à-dire une fusion de la gauche avec les camarades du centre, sera possible, car les divergences encore existantes s'évanouiront ; mais si c'est le contraire, si les camarades de gauche mènent une politique fautive et nuisible au Parti, s'ils repoussent les camarades du centre, alors les divergences fractionnelles deviendront plus grandes et plus profondes et disloqueront davantage le Parti. *La situation dans le Parti allemand est donc extrêmement sérieuse. Les camarades du centre sont tout à fait prêts à faire dans le Parti allemand un travail vraiment sérieux de bolchevisation, c'est-à-dire d'essayer sérieusement de faire un Parti communiste allemand à physiologie clairement communiste au sens de Lénine, mais ils ne prêteront jamais la main à une politique non communiste qui manquerait de clarté et de maturité.*

Walther STÖCKER.

Le Gouvernement « Républicain » Turc complice du Tsar de Bulgarie

Appel de l'Exécutif de l'I. C. aux travailleurs de tous les pays.

Le 22 janvier dernier, les paysans bulgares, Groudov et Kariotov, arrêtés en qualité de participants de l'insurrection de septembre, réussissaient à s'échapper de Bulgarie, en franchissant la frontière turque. En Turquie, ils furent, à 25 kilomètres de la frontière, arrêtés par les autorités locales. Vainement, ils invoquèrent le droit d'asile des réfugiés politiques. Les autorités républicaines turques de Lozengrad leur déclarèrent ne pas vouloir gêner les excellentes relations qu'elles entretiennent avec les autorités bulgares qui leur renvoient les réfugiés turcs. Le 26 janvier, nos deux camarades, traités comme des malfaiteurs et entourés d'une nombreuse escorte, étaient, malgré leurs protestations énergiques, remis à la frontière aux autorités bulgares. Ils se trouvent maintenant à la prison de Bourgasse, subissant un régime inhumain en attendant de subir le sort tragique qui a déjà été celui de milliers d'ouvriers et de paysans bulgares, lâchement assassinés. Dans une lettre publiée par la presse ouvrière, ces deux courageux révolutionnaires ont relaté les circonstances qui les ont fait retomber entre les mains des bourreaux.

Six autres paysans bulgares insurgés de septembre, dont voici les noms : Stamatev, Tomitchev, Apostollov, Todorov, Atanassov, Mandadiiev, sont encore à la prison turque de Lozengrad. Comme ils ne se sont rendus coupables d'aucun délit en territoire turc, on serait en droit de s'attendre à leur prompt libération. Mais l'affaire Groudov et Kariotov, qui nous rappelle que dès l'automne dernier, le gouvernement turc vivrait aux

autorités bulgares une dizaine de réfugiés, justifie toutes les inquiétudes.

Les répugnants services rendus par le Pacha turc aux bourreaux bulgares auxquels il livre les rescapés, marquent d'infamie le gouvernement républicain d'Angora.

Le peuple travailleur turc soutient une longue et opiniâtre lutte pour l'indépendance. Il fera encore bien des sacrifices avant de se libérer définitivement de ceux qui, dans son propre pays, entretiennent la réaction et l'exploitation. Les pachas gouvernants qui ont le front de se dire « républicains » et « révolutionnaires », ressuscitent les mœurs sanglantes des sultans et s'entendent avec les égorgeurs du peuple bulgare. Ils révèlent ainsi leur haine de tout mouvement vraiment révolutionnaire et leur propension à devenir, dès demain, les bourreaux de leur propre peuple.

Ouvriers, paysans de tous les pays !

L'Exécutif de l'I. C. proteste avec la plus grande énergie contre la livraison des réfugiés bulgares par les autorités turques et vous invite à flétrir la conduite des gouvernants républicains turcs tombés jusqu'à se faire les complices des gendarmes de Sofia.

Ouvriers, paysans et révolutionnaires sincères de Turquie !

Demandez unanimement des comptes à vos gouvernants pour ces actes qui déshonorent tout votre peuple. Prenez sous votre protection les réfugiés politiques bulgares, venus sur votre territoire, parce qu'ils ont confiance en vous.

Vive l'action émancipatrice des ouvriers et des paysans de Turquie et de Bulgarie ! Vive la solidarité des opprimés de tous les pays. *Moscou, 14 mars 1924.*

En Russie Soviétique

LES POURRIS

Le procès des frères Krasnochtchékov. — La Nep est une forme de la guerre sociale. — Le Parti Communiste, parti de pauvres. — Un avertissement de plus aux pourris.

Après le 9 Thermidor, Robespierre guillotiné, le club des Jacobins fermé, la terreur rouge finie — désormais il n'y aura plus, pendant de longues années, que des terreurs blanches — les « pourris » triomphèrent. Barras est resté comme le symbole de l'ère de corruption que présida le Directoire. On revit les petites maîtresses, les petits maîtres, les petites maisons de la régence. Les fournisseurs des armées remplaçaient sans avantage les abbés galants d'autrefois. Cela dura quatre années pendant lesquelles la défaite finit par s'installer aux frontières comme la misère et la débauche à l'intérieur. Puis vint Bonaparte...

Thermidor a donné le pouvoir aux « pourris ». On a quelquefois parlé, à la légère, à propos de la Nep, d'un Thermidor de la révolution russe. La comparaison est fautive. En Russie ce sont les Jacobins eux-mêmes qui, apercevant le danger d'une contre-révolution économique, se sont délibérément engagés dans une voie nouvelle. Et, la poigne du parti prolétarien aidant, nous ne connaissons vraisemblablement pas le règne des pourris...

Ces réflexions me sont suggérées par le procès des frères Krasnochtchékov, jugé par le Tribunal Révolutionnaire Suprême de Moscou du 4 au 9 mars. Comme il arrive toujours en cette ardente Russie où le rythme de la vie sociale est à la fois si ample, si fiévreux, si vigoureux, les circonstances concourent à faire ressortir la signification de cette affaire. Le directeur-fondateur de la Banque Industrielle, un des premiers hommes d'action de la Nep, a été jugé précisément à l'heure où la réforme monétaire — retour à une monnaie stable d'argent et d'or — atteste, pour le moment, le succès de la nouvelle politique économique. Pendant qu'il était, lui, « militant responsable » porté naguère par le Parti aux fonctions les plus hautes, chassé du Parti, cent mille prolétaires travaillant en chantier ou en usine y entraient, répondant au dernier appel de Lénine...

Alexandre Krasnochtchékov, vieil émigré aux Etats-Unis, revenu en Russie à la révolution, bolchevik de bonne heure, chef à divers titres du gouvernement de la Sibérie rouge, puis président de la République démocratique d'Extrême-Orient (l'Etat tampon, gouverné en réalité par des communistes, qui devait éviter à la Russie soviétique, encore trop faible, un contact direct avec l'impérialisme japonais), puis directeur de la Banque Industrielle fondée par l'Etat russe pour créditer les entreprises de production, a rendu d'éminents services à la révolution. Je crois même qu'il a fait assez bien son métier de financier ! Les crimes que lui a reprochés la justice révolutionnaire n'en eussent pas été dans un pays bourgeois, où les directeurs de banques ont coutume de mener bonne vie. Il a payé des voyages en Crimée à ses petites favorites ; somptueusement logé dans les meilleurs hôtels de Pétrograd ; soupé gaiement au son des *czardas* tziganes ; entretenu une ballerine ; favorisé dans les affaires son frère Jacques Krasnochtchékov, pas communiste et *nepman* influent. Tout ceci a bien coûté à la Banque Industrielle quelque deux millions de roubles-or. Mais quel chef d'éta-

blissement financier capitaliste ne favorise ses proches, ses amis, ses associés, et ne tire gloire — et avantage — de leur faire faire de brillantes opérations ? Songerait-on à inculper un financier parisien ou londonien d'avoir offert « aux frais du peuple » une pelisse à sa maîtresse ? Tout ce que gagnent, thésaurisent, dépensent en bonne chère, distribuent en dividendes les brasseurs d'argent de tous les pays du monde, n'est-il pas pris sur le pauvre peuple anonyme du travail ?

Ailleurs qu'en Russie rouge, les frères Krasnochtchékov n'eussent été que d'habiles financiers, bons vivants. En Russie rouge, la flétrissure d'un grand procès vient de leur être infligée, plus six ans de prison au communiste, trois ans au *nepman*, ce qui est juste. N'étaient-ils pas des services passés de l'époque de la guerre civile en Extrême-Orient, je crois bien qu'Alexandre Krasnochtchékov serait, à l'heure actuelle, fusillé.

La Nep est une bataille, une forme sournoise, nouvelle, infiniment périlleuse de la guerre sociale. Dans un Etat où la grande industrie, la terre et le commerce extérieur sont nationalisés, où le pouvoir est exercé par un parti prolétarien communiste, le capitalisme privé est toléré, en de certaines limites qu'on s'efforce de fixer de telle sorte qu'il puisse se développer, sans empêcher l'évolution de l'Etat ouvrier et paysan vers le socialisme. Nouvelle bourgeoisie, petite bourgeoisie, concessionnaires étrangers, gros capitalistes étrangers intéressés avec l'Etat révolutionnaire dans les entreprises mixtes, bureaucratie, espionnage contre-révolutionnaire et pression des Etats bourgeois — voilà les forces ennemies contre lesquelles doit tenir le Parti Communiste soutenu par la classe ouvrière et la paysannerie pauvre et moyenne. Sur les révolutionnaires placés à la tête des entreprises et des administrations le pouvoir et l'argent, deux ferments de corruption que nous voulons employer l'un contre l'autre, exercent souvent leur influence démoralisante. Il faut sans cesse que le Parti réagisse par sa camaraderie, par sa discipline, surtout par ses bonnes vieilles mœurs. La très grande majorité des communistes exerçant des fonctions importantes, vit très simplement. Le maximum de traitement que le Parti permet à ses membres de recevoir est juste suffisant pour leur procurer à peu près le bien-être d'un bon ouvrier qualifié dans les grands pays d'Occident. Encore ceux qui ont charge de famille sont-ils généralement dans la gêne. Moins favorisés encore, beaucoup de communistes vivent pauvrement. Dans son ensemble, le Parti Communiste russe est bien un parti de pauvres — et doit le rester. C'est ce qui aggrave les crimes des pourris. — Des pourris, il y en a beaucoup même. Ils font tache dans les rues des capitales. Ils fournissent aux tribunaux révolutionnaires une abondante clientèle. Nos tribunaux révolutionnaires diffèrent, grâce à eux, radicalement des tribunaux bourgeois plus accoutumés à punir les attentats des pauvres à la propriété des riches. Les pourris prospèrent parfois pendant quelque temps, sans grande sécurité. On les prend à la gorge, individuellement, toutes les fois que la circonstance s'en présente. Si quelque grand sursaut révolutionnaire dressait, soudainement debout, le prolétariat de quelque grand pays d'Europe, on les prendrait aussitôt à la gorge, en masse, et ils le savent. Ils sont loin d'une victoire thermidorienne. Le procès Krasnochtchékov vient de la leur rap-peler avec force...

Victor SERGE.

Le Problème des « ciseaux » en Russie

Dans la vie économique russe de ces dix-huit derniers mois, il est apparu un problème particulier, ce qu'on a appelé le « problème des ciseaux ».

Pendant les années de la guerre extérieure et de la guerre civile, lorsque se fit sentir dans les centres industriels une grande pénurie de denrées alimentaires et que l'industrie disposait encore d'anciens stocks de marchandises en quantité point négligeable, le rapport des prix entre les produits agricoles et les produits industriels se déplaça considérablement en faveur des premiers. Le 1^{er} mai 1922, les prix des produits agricoles — si on fixe par le chiffre 100 leur valeur d'avant-guerre — s'élevaient à 113, alors que les prix des articles industriels au même moment étaient tombés à 74. Les prix des produits agricoles atteignaient donc 153 % des prix des produits agricoles.

A partir de cette époque, les rapports commencèrent lentement à se modifier, les produits industriels s'élevèrent, ceux de la campagne s'abaissèrent. Le 1^{er} août 1922, les rapports d'avant-guerre étaient de nouveau rétablis.

Mais le déplacement dans le rapport des prix ne s'arrêta point, il continua au contraire à se développer dans la direction qui venait d'être prise. Les écarts de prix en faveur des produits agricoles s'accrochèrent constamment après la récolte de 1922, les ciseaux s'ouvraient de plus en plus.

Si en partant comme base de l'index de la Commission d'Etat pour l'économie rationnelle, nous prenons les prix de gros et de détail des produits agricoles et industriels et si nous divisons l'index industriel par l'index agricole, nous obtiendrons la série de chiffres suivants qui exprime le pourcentage dans les écarts des prix :

	Pourcentage des écarts de prix	
	Prix de détail	Prix de gros
1 ^{er} Août 1922	99	74
1 ^{er} Septembre 1922	119	94
1 ^{er} Octobre 1922	138	111
1 ^{er} Novembre 1922	165	127
1 ^{er} Décembre 1922	158	131
1 ^{er} Janvier 1923	170	152
1 ^{er} Février 1923	171	169
1 ^{er} Mars 1923	187	176
1 ^{er} Avril 1923	186	199
1 ^{er} Mai 1923	199	227
1 ^{er} Juin 1923	214	282
1 ^{er} Juillet 1923	220	206
1 ^{er} Août 1923	238	242
1 ^{er} Septembre 1923	287	312
1 ^{er} Octobre 1923	315	320

C'est le 1^{er} octobre 1923 que fut atteint le maximum d'amplitude, les ciseaux étaient plus ouverts que jamais auparavant, les prix des produits industriels avaient dépassé du triple les prix agricoles.

Il est facile de comprendre quelle influence cela devait nécessairement exercer sur la vie économique dans un pays où prédomine la paysannerie. La force d'achat des paysans diminua effroyablement. L'industrie souffrit de manque de débouchés, bien que les augmentations de salaire qui étaient intervenues partout à la même époque avaient élevé considérablement la force d'achat de la population citadine et par suite sa force de consommation. D'après les calculs du professeur Kafenhau, le marché citadin, dans l'ensemble des produits industriels dont la valeur s'est élevée à 1.100 millions de roubles or (aux prix actuels), a consommé pour environ 6 à 700 millions de roubles, alors que le même économiste évalue à 400 millions de roubles or tout au plus la partie consommée par la paysannerie, ce qui ne répond nullement à l'importance de cette dernière dans la vie économique.

Ce phénomène s'explique principalement par les deux faits suivants : la chute des prix des produits agricoles provient surtout de ce que l'agriculture, par sa nature même, a pu se remettre des devastations et des destructions de la guerre plus vite que l'industrie, alors que celle-ci n'a retrouvé que lentement ses possibilités de débouchés extérieurs. La conséquence en fut une certaine surproduction qui a influencé défavorablement la formation des prix.

En ce qui concerne la hausse rapide des prix des produits industriels, la raison la plus importante est que l'industrie, qui, en 1922, avait été obligée de travailler à perte — ce qui lui fit perdre une partie de son capital de roulement — chercha à exploiter la conjoncture favorable de l'année 1923 pour récupérer ces pertes et qui mieux est, pour accumuler encore des bénéfices importants afin de restaurer ses moyens de production. Mais elle le fit avec une rapidité tout à fait injustifiée si on se place au point de vue de l'ensemble de l'économie populaire. C'est ainsi que les bénéfices commerciaux des organisations d'Etat se sont élevés, en l'espace d'un an, à six cent millions de roubles or. Il faut ajouter que l'organisation de l'industrie elle-même laisse encore assez à désirer, que par exemple, le rapport du nombre des employés à celui des ouvriers dans l'industrie est toujours d'une grandeur anormale, ce qui amène un renchérissement de la production. Il s'ajoute à cela encore des raisons de caractère général — comme le renchérissement disproportionné des matières premières, etc. — qui, comme on sait, ne joue pas seulement en Russie.

Ce problème, tout naturellement, attire depuis longtemps déjà et très sérieusement, l'attention des chefs responsables de notre vie économique, et notre gouvernement a pris toute une série de mesures pour éliminer ce danger de notre vie économique. Parmi ces mesures, il faut citer en première ligne la réalisation rationnelle de notre exportation de blé ainsi que le développement de l'exportation des produits agricoles en général. On a également accordé de longs crédits à l'agriculture à des conditions favorables, on l'a munie de machines et d'instruments aratoires à des prix qui sont restés souvent au-dessous des prix de revient, etc., en même temps qu'on s'est mis énergiquement à améliorer l'organisation de l'industrie en ce qui concerne la réduction des prix de la production ; on a obligé, par des mesures administratives, les trusts et les syndicats à diminuer les prix de leurs objets fabriqués en renonçant à faire des bénéfices exagérés. On a également abaissé considérablement les impôts de consommation sur le sel, le sucre, le pétrole, etc.

Les résultats de ces mesures se font déjà sentir partout. Dans toute l'industrie les prix industriels sont en baisse tandis que les prix des produits agricoles commencent à monter lentement ainsi qu'en témoigne le tableau suivant :

	Produits agricoles	Produits industriels
1 ^{er} Novembre 1923 ..	0,59	1,65
11 Novembre 1923 ..	0,61	1,61
21 Novembre 1923 ..	0,63	1,59
1 ^{er} Décembre 1923 ..	0,67	1,54
11 Décembre 1923 ..	0,69	1,52
21 Décembre 1923 ..	0,72	1,49
1 ^{er} Janvier 1924	0,74	1,47

Depuis le 1^{er} octobre la différence entre les prix des produits agricoles et les produits industriels a diminué de 300 % à 200 %. Les ciseaux commencent de nouveau à se fermer.

La modification intervenue dans les rapports de prix entre les produits d'origine agricole et industrielle a influencé fortement la circulation des marchandises dans le pays. La crise de débouchés a diminué et on constate dans le commerce de gros comme dans celui de détail une plus grande activité.

Une Visite dans la Fabrique de Locomotives de Kolomna

Moscou, le 20 mars 1924.

Etant donnée la fureur avec laquelle la social-démocratie et en particulier Mathilde Vurm, polémisait en Allemagne dans ces derniers mois, contre la Russie des Soviets ce n'était pas sans une certaine appréhension que j'allais à Kolomna. Il faut ajouter aussi que Dittmann ne perdait aucune occasion de citer Kolomna quand il partit en guerre plusieurs mois durant contre la Russie. Aussi, fus-je très étonné de trouver là-bas une usine qui fonctionnait aussi bien qu'en Allemagne. Avec cette différence, cependant, que l'on ne remarquait rien de l'exploitation éhontée des travailleurs telle qu'elle est coutumière en Allemagne. Je fus très content de rencontrer quatre camarades qui travaillent depuis 1920 dans cette usine : un de Neukölln, deux de Hambourg et un de Berlin qui ont pu répondre à toutes mes questions.

Une bonne installation technique et la journée de huit heures

Bien que cette usine ne soit pas pourvue des machines les plus modernes, comme les grandes usines d'Allemagne, on peut pourtant reconnaître les efforts faits pour se procurer de bonnes machines et de bons outils. Dans le grand hall des machines, j'ai été frappé tout de suite de la division rationnelle du travail. Les mesures étaient prises de façon à épargner surtout les frais de transport. Quand une opération est terminée la pièce passe aussitôt au voisin qui entreprend l'opération suivante et ainsi de suite jusqu'à ce qu'à la fin la pièce arrive terminée au montage. L'atelier livre aujourd'hui, avec ses neuf cents ouvriers, douze à treize locomotives nouvelles par mois, sans compter les travaux de réparations qui sont également exécutés. Les locomotives reviennent de 5.000 à 20.000 roubles or, meilleur marché que celles commandées en Allemagne. Le travail lui-même est fait aux pièces. Comme je demandais dans quelle mesure la force de travail était utilisée, mes collègues allemands me déclarèrent qu'on pourrait l'augmenter d'un tiers sans atteindre encore le degré d'exploitation en Allemagne. La journée de travail est de huit heures. Elle commence à 7 heures jusqu'à 11 h. 30 et reprend de midi et demi à 4 heures. Comme les besoins en locomotives de la Russie sont couverts, on a transformé cet atelier pour la fabrication des tracteurs afin de se rendre, là aussi, indépendant de l'étranger. Il y a déjà de grandes commandes. L'atelier pour les moteurs Diesel a extraordinairement d'affaires, en sorte que, une fois la station de pétrole créée, on aura des commandes au moins pour deux ans. La construction des appareils est déjà plus moderne. Tout ce qui appartient aux machines, depuis le manomètre jusqu'à la boîte à graisser, est fabriqué dans l'usine même. L'usine occupe 9.000 ouvriers. Mes collègues allemands déclarent ne point du tout songer à retourner en Allemagne bien qu'ils aient vécu de bien mauvais jours. Mais un bon révolutionnaire doit savoir aussi faire ce sacrifice. Maintenant, ils gagnent bien leur vie. Le salaire s'élève de 70 à 80 roubles or par mois. La vie entre les camarades est bien plus agréable qu'en Allemagne.

Une assemblée d'usine

L'assemblée de l'usine qui succéda à cette visite fut également très intéressante et elle montre à quel haut degré a atteint la vie politique des travailleurs. A l'usine même on me montra de petits locaux « le coin rouge » au milieu de l'atelier, où la littérature, la documentation technique et politique étaient à la libre disposition des ouvriers. Un grand panneau indique dans chaque atelier : « Si tu as un peu de temps, va au coin rouge », et utilise-le pour développer ton ins-

truction. » Le directeur de l'usine est un ancien. Il m'a déclaré qu'on ne faisait que commencer le développement de l'éducation ouvrière. Tout l'ouvrier montra un vif intérêt pour les questions allemandes. On me posa des questions par douzaines et qui montraient tout à fait clairement que la classe ouvrière suit ici l'évolution des choses d'Allemagne. Cette usine a la plus grande cellule du Parti Communiste russe, elle compte 2.000 adhérents.

L'adhésion des nouveaux membres du Parti

C'est une scène très intéressante que l'adhésion de nouveaux membres dans le Parti. Il faut que le candidat soit présenté par trois parrains ayant au moins trois ans de présence dans le Parti. Communiste et qui répondent pour son adhésion. Ensuite on convoque une assemblée de l'usine et les candidats sont soumis à la discussion des auditeurs. L'adhésion est mise ainsi complètement entre les mains des ouvriers non-organisés. Mais c'est là qu'on voit très fortement quelle importance le Parti Communiste russe a aux yeux de la classe ouvrière. On discutait ainsi qu'on me l'a raconté sur l'adhésion d'une bonne camarade, très bien douée. Soudain, son fils demande la parole et déclare qu'on ne saurait l'accueillir dans le Parti car, jusqu'à la mort de Lénine, il y avait encore suspendues dans sa chambre des images d'icône.

L'adhésion fut repoussée à trois mois. On repoussa aussi l'entrée dans le Parti d'un ouvrier âgé en donnant comme raison qu'il était déjà beaucoup trop vieux pour pouvoir remplir les tâches que le Parti lui imposera. L'assemblée elle-même proposa ensuite un jeune et bon travailleur. Le président déclara qu'il fallait que le candidat lui-même fasse sa demande et que sinon il ne pourrait entrer dans le Parti. Là-dessus, le jeune ouvrier répondit qu'il ne se sentait pas encore capable d'exécuter les tâches que lui demande le Parti et il pria qu'on le laisse encore étudier quelque temps. Ces quelques exemples montrent avec quel sérieux les ouvriers, même ceux qui ne sont pas membres du Parti, traitent ces choses et que l'on ne considère pas le Parti comme un club de discussions mais bien comme l'appareil du pouvoir de la dictature prolétarienne. Si des ouvriers non-organisés s'occupent avec tant de sérieux du choix des candidats du Parti, cela montre aussi que c'est pure démagogie de la part du Vorwärts et du Parti socialiste allemand lorsqu'ils prétendent que l'on fait pression sur les ouvriers pour qu'ils deviennent membres du Parti. A ces exemples, on pourrait en ajouter des centaines d'autres. Mais je tiens à ne raconter que des choses que j'ai vues par moi-même.

On peut voir, d'après tout ce que j'ai dit jusqu'ici, que la Russie marche de l'avant et qu'avant tout c'est une illusion que l'espoir des ennemis de la dictature du prolétariat en son écroulement prochain. Mais cela montre aussi, pour le parti allemand, qu'il a encore beaucoup de besognes à faire et qu'il lui faut rassembler toutes ses forces pour en arriver à ce qu'est le Parti Russe aujourd'hui : le guide du prolétariat russe et l'appareil du pouvoir de la dictature prolétarienne.

Paul SCHLECHT.

Le Gérant : VANDEPUTTE.



TRAVAIL EXÉCUTÉ
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges Dangon, imprimeur.